

*Annales  
de l'Institut français  
de Zagreb*

collection de l'Institut d'études slaves à Paris  
numérisée à l'Institut, 09/2020-03/2021  
en partenariat avec l'Institut français de Zagreb



[www.institut-etudes-slaves.fr](http://www.institut-etudes-slaves.fr)

# ANNALES DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE ZAGREB

## SOMMAIRE

A. DABINOVIĆ...	La Révolution française et le nationalisme croate .....	61
S. ANTOLJAK....	Les répercussions de la Révolution française en Croatie.....	68
A. DABINOVIĆ...	Les Angevins en Croatie et en Hongrie, II.	84
J. TOMIĆ .....	A.-G. Matoš et la littérature française...	95
MÉLANGES.....	CH., Un jugement sur le rôle de la Révolution française dans l'histoire croate. — M., La mort de Gambetta et la jeunesse estudiantine croate. — M., Une discussion sur la langue française à la diète croate de 1861. — MILAN STAHULJAK, Les livres de Lhomond en Croatie. — R. M., Un journaliste français expulsé de Zagreb en 1867. — M., Strossmayer vu par Émile de Laveleye .....	103
CHRONIQUE.....	Une exposition d'artistes yougoslaves à Paris. — Conférenciers français à Zagreb. — Thèses de doctorat. — Un cercle français à Ljubljana sous le régime autrichien. — À propos du mot raguser. — Le centième anniversaire de la loi française sur les aliénés. — Les livres : P. Guberina, M. Breyer, Naš Jadran ....	117

Rédaction et Administration :

ZAGREB

PRERADOVIĆEVA 40 I

L'Institut Français de Zagreb publie sous le titre d'*Annales* une revue trimestrielle, rédigée en français, dont le but est d'étudier les rapports entre les pays yougoslaves et la France. Il s'agit, non seulement des rapports actuels, de ceux qui se sont noués pendant et depuis la guerre de 1914-1918, mais, sans négliger ceux-ci, de remonter à travers l'histoire et de retrouver à toutes les époques les contacts de tous ordres, aussi bien politiques, économiques qu'intellectuels, qui se sont produits entre les deux pays.

Chaque numéro comprend, en principe, quatre parties :

1<sup>o</sup> Des articles de fond ;

2<sup>o</sup> Sous le titre de *Mélanges*, des notes plus courtes et des documents commentés ;

3<sup>o</sup> Des comptes rendus analytiques et critiques d'ouvrages intéressant notre objet ;

4<sup>o</sup> Une chronique qui s'efforce de noter au jour le jour toutes les manifestations actuelles des rapports entre la France et les pays slaves du Sud.

De temps à autre, nous apporterons quelques traductions d'écrivains croates, serbes et slovènes, en choisissant les passages de leur œuvre dont la France est le sujet. Le but que nous poursuivons par là est double : mieux faire connaître aux Français la littérature serbo-croate, et donner peu à peu l'image de la France telle qu'elle est vue en Yougoslavie.

Pour obtenir un tableau complet des relations franco-yougoslaves, nous faisons appel au concours de tous les savants qui on été amenés au cours de leurs études à en constater ou à en étudier quelques-unes, et nous espérons qu'on voudra bien nous tenir au courant de toutes les manifestations qui intéressent à la fois les deux pays.

. .

Tout ce qui concerne les *Annales* doit être adressé au *Directeur de l'Institut Français*, Preradovičeva, 40, ZAGREB (Yougoslavie).

Les abonnements peuvent être versés au compte de chèques postaux de l'Institut, N<sup>o</sup> 2100-78, Paris.

\* \*

Abonnement : France.....	45 fr.
Yougoslavie ..	80 dinars
Etranger.....	60 fr.

Le numéro 12 fr.

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE NATIONALISME CROATE

---

La Révolution française a eu, comme tout grand mouvement, ses admirateurs et ses détracteurs. Certains lui ont attribué une influence bienfaisante, libératrice, d'autres ont voulu lui imputer la cause de toute une série de malheurs qui ont affligé l'Europe en général et la France en particulier.

C'est ainsi qu'à force de regarder la Révolution tantôt comme le principe suprême du bien et tantôt comme celui du mal, soit comme une régénération, comme l'avènement d'une ère nouvelle, soit, tout à l'opposé, comme une œuvre infernale, on a fini par croire que la date de 1789 avait marqué pour tous les peuples et pour toute l'humanité une séparation complète entre le passé et l'avenir.

Ce qu'on attribue à la Révolution est, d'après certains, l'éveil du sentiment national. On est arrivé même à penser que, sans la philosophie révolutionnaire de 1789, le principe des nationalités qui a dominé nettement le XIX<sup>e</sup> siècle n'aurait pas pu parvenir à sa complète expression et à son plein épanouissement, car c'est la Révolution qui a formulé le principe de la souveraineté du peuple. C'est son point de vue que toute nation, composée d'individus dotés de droits imprescriptibles, avait le même droit d'être considérée comme une individualité à part. Donc, par son idéologie, la Révolution aurait contribué d'une manière décisive, en Allemagne, en Italie, en Hongrie en Grèce, dans toute l'Europe, à la formation d'une conscience nationale. On n'était plus loin de dresser un acte d'accusation formel. Le démembrement de la collectivité européenne en une quantité d'états nationaux farouchement séparés les uns des autres et surtout la création d'une Allemagne et d'une Italie intransigeantes dans l'affirmation de leur « moi » totalitaire étaient le fait de la Révolution française.

A cette accusation que les conservateurs tels que Cochin et Bainville formulèrent avec le plus de relief, accusation qui attribuait à la France révolutionnaire la création involontaire d'états nationaux

qui auraient rendu l'atmosphère européenne irrespirable, Mathiez essaya de riposter avec toute la force de sa conviction. C'est à tort, écrit-il, qu'on attribue à la Révolution l'essor du nationalisme qui a porté, en sa dernière conséquence, à la catastrophe de 1870-1871. Le nationalisme a deux faces, l'une qui regarde vers le passé et l'autre qui regarde vers l'avenir. Or, si la Révolution a donné de nouveaux arguments au nationalisme, il ne faut pas oublier qu'elle ne lui a pas donné tous ses arguments. Dans tout relèvement national il y a l'œuvre de la tradition, de l'histoire, des mysticismes religieux et juridiques. Si l'Allemagne a eu un Ehrhard, un Böhmer, un Stein, un Thibaut, animés de sentiments démocratiques et nationaux, elle a eu aussi le romantisme des hobereaux prussiens qui sont arrivés à travers l'école de Savigny et de Puchta, à travers le culte du moyen âge chevaleresque et teuton à la farouche affirmation de Bismarck. De même l'Italie est passée à Cavour et Garibaldi par l'école des nouveaux Guelfes et la chimère du Pape-Roi. Et les insurgés de Serbie et de Grèce et surtout de la Crna Gora ont eu comme inspireurs leurs prêtres qui tenaient dans une main la croix et dans l'autre le fusil.

Il y a dans cet à peu près, qui reproduit mal le relief que Mathiez savait donner à ses idées, l'explication d'un état de choses qui se préparait un peu dans toute l'Europe et qui se serait manifesté moins vigoureusement, moins directement, mais inévitablement, même dans le cas où la Révolution n'aurait pas eu le succès foudroyant qui lui a créé une auréole et un culte dans tous les pays où le Tiers-État se voyait barrer la route au pouvoir. La Révolution aurait eu donc l'importance de la poussée décisive imprimée à un mouvement qui avait déjà commencé.

Alfred Rambaud a observé déjà qu'avec l'avènement de Napoléon I<sup>er</sup> l'Allemagne subit une véritable révolution. A Ratisbonne, comme à Paris, les biens ecclésiastiques avaient été sécularisés, on avait réalisé plus d'unité et de centralisation. Et ce mouvement centralisateur fut bienfaisant pour l'Allemagne et la rapprocha de la forme d'un État véritable.

La même chose peut être dite de l'Italie. Par la médiatisation des petites souverainetés fondues dans d'autres agrandies, la route fut déblayée pour la création de l'Italie unie et indépendante. En Allemagne et en Italie, Napoléon mit fin aux vieilles institutions. « Et, une fois Napoléon tombé et l'ancienne fantasmagorie dissipée », ces anciennes institutions n'ont plus pu revivre, la tentative de les rétablir finit par la faillite et par les désordres qui prirent des formes toujours plus dangereuses en 1822, 1830, 1848, jusqu'à aboutir aux soudains changements de 1860 et de 1866. C'est en examinant les

événements de ce point de vue qu'Albert Sorel a pu dire : « Le patriotisme allemand sort des Droits de l'homme. »

Peut-on dire aussi — et c'est la question qui nous occupe maintenant — que le patriotisme croate, tel qu'il s'est manifesté surtout pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, soit sorti lui aussi des Droits de l'homme ?

Pour répondre à cette question, deux circonstances doivent être examinées. Il faut se demander d'un côté si les conditions sociales qui ont amené, en France, à la convocation des États généraux étaient identiques ou analogues aux conditions sociales qui ont provoqué, en Croatie, la crise de 1789-1790. Ensuite, si ces conditions n'étaient pas les mêmes, il faut se demander comment il est arrivé qu'elles se soient rapprochées de manière à créer des points de contact entre le nationalisme croate du XIX<sup>e</sup> siècle et le patriotisme qui a si puissamment animé la France révolutionnaire.

Rappelons brièvement les causes de la Révolution. Elles est sortie du contraste, de jour en jour plus sensible, entre les réalités et les lois, entre les institutions et les mœurs, entre la lettre et l'esprit. La noblesse avait depuis longtemps cessé d'être le facteur essentiel de la formation sociale et avait pourtant gardé tous ses privilèges. Elle les avait même mis encore plus en évidence pendant la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et avait largement profité de l'affaiblissement du pouvoir royal. A côté de cette noblesse de race ou d'épée, issue du féodalisme du moyen âge, s'était constituée, depuis la Renaissance, non moins exigeante et plus dangereuse encore, une noblesse de robe ou d'offices qui monopolisait les emplois administratifs et judiciaires.

A ces castes privilégiées la royauté absolue avait opposé, sous Henri IV, Richelieu et Louis XIV, des fins de non-recevoir. Les états n'étaient pas convoqués et les parlements étaient obligés de subir les injonctions souvent injurieuses du roi. Mais sous Louis XV et, plus encore, sous Louis XVI la royauté avait fléchi. Le roi ne pouvant plus se faire obéir même de ses fonctionnaires immédiats, les privilégiés reprirent le dessus, et les producteurs, sur qui reposait la vie de la société, forcèrent la barrière qui les séparait du pouvoir. Le résultat de cette irruption fut le bouleversement qui agita la France depuis la convocation des États généraux.

Il faut se demander maintenant si les mêmes conditions sociales peuvent s'accuser pour la Croatie. En Croatie, comme en Hongrie, une noblesse, qui possédait de grands domaines, se considérait, dans le vrai sens du mot, comme « la nation ». A côté des grands feudataires, la petite noblesse, et les représentants des villes libres faisaient assez piètre figure. A la grande diète commune de Presbourg,

en 1608, le roi Mathieu II avait dû signer une capitulation en règle, qui réduisait le pouvoir royal à des proportions bien mesquines, tout grand seigneur ayant le droit de s'opposer à main armée à la volonté royale.

Mais cette toute-puissance de la noblesse feudataire s'était écroulée en Croatie avec l'insuccès de la conspiration de Pierre Zrinski et en Hongrie après le siège de Vienne (1683) et la capitulation des états généraux à Presbourg (octobre-novembre 1687). Refoulée vers les Carpates la *gentry* réunie autour des drapeaux de Tökölli et de Rákóczy avait subi d'irréparables revers. Elle avait essayé de reprendre son rôle pendant les guerres de la succession d'Espagne (1700-1714) et d'Autriche (1740-1745), mais avait fini par se plier sous le joug impérial de Marie-Thérèse et de son fils Joseph II. L'œuvre réformatrice de ces deux souverains avait fini par briser les cadres de la classe privilégiée. Même la noblesse de robe, la soumise bureaucratie habsbourgeoise, n'avait pas eu la force de contrecarrer, sinon indirectement, les volontés du maître.

Il y avait donc une différence essentielle entre les conditions du pouvoir en France et celles de la monarchie danubienne. Tandis qu'en France la noblesse était vivante et consciente de ses droits et avait même réussi à faire échec au pouvoir de la couronne, en Croatie et en Hongrie la couronne avait réussi à éliminer la juridiction patrimoniale qui donnait au seigneur le rôle de juge de ses sujets et d'arbitre de leurs querelles et de leurs relations familiales.

Mais, tandis qu'en France la réaction nobiliaire et parlementaire sous Louis XV et surtout sous Louis XVI avait porté à la Révolution et à la destruction des privilèges, en Croatie, comme en Hongrie et en Flandre, c'était la noblesse dépossédée qui s'était soulevée contre les réformes trop brusques de Joseph II. La vague révolutionnaire, qui avait détruit en France la classe privilégiée, la portait au pouvoir en Croatie ainsi qu'en Flandre et en Hongrie. Toutes les classes sociales qui avaient senti la menace planer sur leur tête s'étaient serrées autour des anciennes constitutions. En 1790, quelques mois après la chute de la Bastille, les classes privilégiées renversaient, en Croatie comme en Hongrie, le pouvoir absolu.

Mais, et ici nous touchons au point essentiel de notre étude, c'était justement cette victoire des forces du passé contre les forces qui allaient alimenter l'avenir qui provoqua ce qu'on pourrait dire « l'éveil de la conscience nationale ». Joseph II avait aboli l'usage du latin dans l'administration et avait introduit à sa place l'allemand. En vérité, latin ou allemand, c'étaient des langues étrangères. Mais l'administration allemande avait eu pour conséquence une invasion de fonctionnaires originaires des provinces autri-

chiennes. Or ces invasions, qui avaient eu lieu maintes fois de Sigismond de Luxembourg à Albert de Habsbourg, n'avaient jamais été sympathiques. Une opposition parfois furieuse s'attaqua à l'influence allemande et finit par demander, pour tous les pays de la couronne de Saint-Étienne, le hongrois comme langue d'administration. Ce fut, pour la Croatie, un réveil : on comprit, après sept siècles, que la domination hongroise avait été une domination étrangère. En vérité l'union devait durer huit cents ans. On ne peut pas dire que cet hymen, huit fois séculaire, ait été toujours bien assorti. Entre les deux pays l'accord était formé sur des bases géographiques et économiques. Pour les Hongrois, continuellement menacés de l'invasion allemande — il n'y a qu'à penser aux campagnes d'Henri III, aux candidatures habsbourgeoises depuis Rodolphe I<sup>er</sup> jusqu'à Albert II, Ferdinand I<sup>er</sup> et Léopold I<sup>er</sup> — la Croatie assurait une liaison de rechange avec la mer et avec l'occident. C'étaient les Croates qui avaient donné à la Hongrie la dynastie angevine. C'étaient les Croates qui avaient, par la figure tragique de Pierre Zrinski, procuré à la Hongrie l'aide de Louis XIV. D'autre part la Hongrie avait été pour la Croatie, dans des temps meilleurs de leur histoire commune, une aide précieuse : Coloman et Louis d'Anjou avaient soutenu les droits de la Croatie contre Venise.

Mais, si cet hymen avait pu soutenir l'épreuve des siècles, c'était à la condition que l'individualité nationale et économique de la Croatie fût respectée. Or ce rapport, qui s'imposait lui-même aux moments d'une détresse ou d'une nécessité commune, était trop facilement oublié dès que la victoire donnait à chacun des partenaires la possibilité de se tailler sa part. C'est ce qui eut lieu en 1790. Le choc qui se produisit entre Croates et Magyars au lendemain de la mort de Joseph II (22 février 1790) fut le commencement de la dissolution de la monarchie cimentée par l'accord de Coloman en 1102 avec les représentants des tribus croates.

Quatre facteurs sociaux avaient contribué, d'après Šišić, à la formation et surtout à la continuation de l'union entre la Croatie et la Hongrie.

En premier lieu le facteur religieux. Tant la Croatie que la Hongrie ont connu des flottements dans leur orientation religieuse. L'archevêque de Split, métropolitain de Croatie et Dalmatie, avait à plusieurs reprises préféré Constantinople à Rome. Et c'était de Constantinople qu'étaient partis les premiers missionnaires qui avaient opéré la conversion des Magyars au christianisme. Si la Hongrie avait continué ses relations avec l'Orient, il y a des chances qu'elle se serait peu à peu slavisée. Si la Croatie n'avait pas brisé ces liens, il y a des chances que les différences entre Croates et



Serbes auraient été amoindries. Mais deux rois, au temps de Grégoire VII, le roi Zvonimir de Croatie et le roi Ladislav de Hongrie, se rallièrent à Rome et décidèrent ainsi de l'avenir de leurs peuples,

Le lien, ayant été fondé sur la commune orientation religieuse, eut pour conséquence l'adoption de la langue latine comme langue de l'administration et de la diplomatie. Tous les rapports officiels se faisaient par l'intermédiaire du clergé et de la langue internationale de l'Europe entière. Si la Hongrie avait pu réunir dans une grande unité les pays de la Baltique à l'Adriatique c'est au lien de la langue latine qu'elle le devait.

A ces deux facteurs, la communauté de la religion et du langage officiel, vint s'ajouter le troisième facteur : la même formation sociale. En réalité, Croates et Hongrois avaient été dans leurs patries respectives les conquérants, la classe guerrière, la noblesse d'épée. Entre ces deux noblesses, la croate et la hongroise, un accord avait été stipulé qui leur donnait la domination patrimoniale sur le territoire qui appartenait à l'une et à l'autre. Pendant des siècles ces aristocraties avaient défendu leurs droits contre le roi et surtout contre le centralisme qui tendait à faire de la Croatie et de la Hongrie des pays de la couronne (*Kronländer*).

A ces trois facteurs, s'était ajoutée, après l'invasion turque, la nécessité d'organiser la défense des frontières. Et cette nécessité commune s'était exercée contre Venise, contre les Turcs et, depuis l'avènement des Habsbourg, contre l'Autriche.

En 1790, ces quatre facteurs sociaux venaient de s'écrouler. Le danger turc ne comptait plus ou presque, la communauté d'intérêts de classe qui avait eu sa raison d'être dans la lutte contre l'absolutisme allait porter, sous Léopold II, à un commencement de réaction qui se poursuivra péniblement sous François I<sup>er</sup>.

Mais c'en était fait de la langue commune de l'administration. Et, dans les villes et dans le clergé, le Tiers-État se faisait sentir. Au nationalisme magyar s'opposa le nationalisme croate. Mais ces deux nationalismes ne tiraient plus leur raison d'être des traditions séculaires, de la structure issue de la conquête et de l'organisation féodale. Des deux aspects du nationalisme, celui qui s'appuyait sur les forces sociales du passé et celui qui s'appuyait sur l'énergie enchaînée du Tiers-État c'étaient celui-ci qui devait prendre le dessus.

Mais la victoire des deux bourgeoisies, la croate et la hongroise, au lieu de contribuer au maintien d'un lien si vétuste, donna le signal de la séparation. Le grand seigneur et le paysan avaient tant bien que mal vécu dans un accord plus que millénaire sans se rompre a tête pour mieux comprendre les textes latins. Mais avec la bour-

geoisie vinrent les affaires et les luttes d'intérêt. Entre la Hongrie agraire et la Croatie agraire il n'y eut pas seulement lutte nationale, mais aussi lutte économique.

Et c'est alors que les théories de la Révolution française eurent leur plein effet et trouvèrent leur application. L'évolution de ces idées avait été lente au courant du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est qu'elles devaient passer par l'Italie pour arriver en Dalmatie et en Croatie. Il y eut des influences directes même pendant la Révolution. Les grandes journées de la Terreur avaient compté parmi leurs témoins toute une série de commerçants qui passaient par Paris pour aller en Angleterre.

Il y eut des grands seigneurs de Croatie qui firent le voyage de Suisse. Il y eut même des seigneurs bosniaques qui se faisaient traduire par Marc Bruère des Rivaux le catéchisme du citoyen Volnay. Mais ces intellectuels n'étaient que des curieux, comme les touristes américains multimillionnaires qui visitent aujourd'hui la Russie des Soviets. On admirait Napoléon. Certaines maisons ont gardé encore aujourd'hui les gravures de l'Empereur et de Marie-Louise. Mais ce n'était pas le culte des idées révolutionnaires qui trouvait son expression : on admirait l'homme et son œuvre et, par lui, on admirait la France.

Mais en 1830, déjà un changement moral trouvait son expression. A la diète de Presbourg on avait demandé plus vigoureusement que d'habitude, que dans tout le pays, la Croatie comprise, le magyar devînt langue d'instruction dans les écoles primaires. On vit dresser sur l'autel de l'idéologie politique l'image de la Nation. Mais c'était, pour le moment, la nation hongroise. Les avocats de Budapest, qui commençaient déjà à écarter les grands seigneurs, parlaient au nom de principes qui, valables pour la Hongrie, pouvaient valoir pour le Tiers-État de tous les pays.

En 1848, le mouvement national était le mouvement d'une classe intellectuelle. Mais dans cette classe intellectuelle, les idées qui avaient dressé la France contre l'Europe entière, qui avaient donné la plus belle sanction à « l'amour sacré de la patrie », étaient maintenant devenues le patrimoine moral et intellectuel. La bourgeoisie de 1860 chantera les hymnes de la Révolution.

A. DABINOVIĆ.

---

## LES RÉPERCUSSIONS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE EN CROATIE

---

Les idées de liberté, d'égalité et de fraternité qui inspiraient la Révolution française ne tardèrent pas à rayonner sur tous les pays de l'Europe, soit ouvertement, soit par des moyens secrets, semant partout l'alarme et l'angoisse dans les milieux intéressés dont les privilèges semblaient menacés.

Le gouvernement arbitraire de l'empereur Joseph II avait largement ouvert les portes à ces idées en Hongrie<sup>1</sup> et en Croatie. Les paroles « liberté » et « fraternité » pénétrèrent de France jusqu'en Croatie, mais le mot « liberté » n'avait de valeur que pour la noblesse. D'après le juriste Verböczy les gens portant des titres étaient seuls réputés composer la nation. Et alors qu'en France on brisait les chaînes de la servitude du peuple, en Croatie et en Hongrie l'empereur Joseph II était maudit pour avoir libéré les serfs de la glèbe. C'est pourquoi la fraternité éternelle entre Croates et Hongrois devait assurer la liberté aux nations afin qu'aucun roi ne put plus y porter atteinte<sup>2</sup>.

En France cependant les événements se précipitaient : prise de la Bastille le 14 juillet 1789, Assemblée constituante, le 5 août, proclamant l'égalité des droits de tous les citoyens, ce qui fut la fin de l'absolutisme. De tout cela en Croatie on ne possède, à ce moment-là, que peu de nouvelles, car la noblesse et le clergé y sont opposés à ces idées subversives. Et alors qu'en Hongrie, dès 1789, le poète révolutionnaire Janos Bacsányi, dans son poème *A francziaország váltásokról*, chante la Révolution française, invitant les peuples à se libérer, à secouer leurs chaînes en tournant leurs regards vers Paris qui leur servira d'exemple réconfortant<sup>3</sup>, nous autres nous ne

<sup>1</sup> Csuday E., *Die Geschichte der Ungarn*, übers. v. M. Darvay. II. 2<sup>e</sup> éd., Berlin 1899, pp. 292-293.

<sup>2</sup> Smičiklas T., *Poviest hrvatska*, II. Zagreb 1879, pp. 389-390.

<sup>3</sup> Bacsányi János, *Válogatott költeményei, kiadta Lengyel Miklós*. Budapest, p. 11.

possédons de cette année-là qu'une nouvelle voilée sur la Révolution française, publiée par la gazette de Zagreb de langue allemande, le *Kroatischer Korrespondent* n°. XXI. du 11 août 1789, reproduisant une notice plus longue parue dans le *Wienerzeitung* et dans laquelle il est question des événements révolutionnaires à Paris où les troupes durent intervenir pour rétablir l'ordre. Seul le général Esterhazy, y est-il dit, bien que de naissance magyare au service du roi de France, eut le courage de s'opposer, ce qui lui coûta la vie. L'auteur de l'article qui se cache sous la signature de « Patriote » en tire cette conclusion que puisque telle fut la conduite d'un étranger envers son roi qui n'appartenait pas à sa nationalité, quel ne serait le dévouement envers l'empereur Joseph vénéré de son peuple !

Cet étalage de sentiments n'était cependant qu'une manifestation officielle. En réalité l'empereur Joseph était mal vu, sinon détesté à cause de ses réformes, par la noblesse, le clergé et le peuple de Croatie. Aussi la mort de ce souverain absolu déclancha-t-elle une vague de patriotisme telle que, en dire du comte Adam Orsíc, tout le monde ne voulut plus que parler croate <sup>1</sup>.

Mais à part cela il y eut peu d'enthousiasme pour les idées de la Révolution française, car la vie politique croate était absorbée par la lutte pour la sauvegarde de la Constitution et les droits sacrés auxquels Joseph II avait porté atteinte et que, sous le règne de ses successeurs Léopold II (1790-1792) et François II (1792-1835), on voulait consolider et assurer contre de nouvelles atteintes de la part de la Couronne. Le règne de François II en particulier s'ouvrit sur des événements orageux, car le 20 avril 1792 l'Assemblée nationale française lui déclara la guerre <sup>2</sup>.

L'armée coalisée autrichienne et prussienne qui porta l'invasion en France dut bientôt s'en retirer sans gloire. Entre temps la Révolution avait atteint son apogée : la République fut proclamée et le Roi privé de ses droits <sup>3</sup> pour passer bientôt sous la guillotine, le 21 janvier 1793 <sup>4</sup>.

Une description de ces événements nous est conservée par un contemporain croate anonyme, vraisemblablement le curé de Petrinja, dans des notes en croate intitulées *Memento (Za spomenek)*.

<sup>1</sup> « Memoiren des Grafen Adam Orssich de Szlavetich », *Arhiv za povjestnicu jugoslavensku*, knj. X. Zagreb 1869, p. 263.

<sup>2</sup> Mayer M. F., *Geschichte Oesterreichs*, II. 2<sup>e</sup> éd., Wien u. Leipzig, 1901, p. 482.

<sup>3</sup> Smičiklas, *op. cit.*, II, p. 398.

<sup>4</sup> En 1794 on a imprimé chez Kotsche à Zagreb une oraison funèbre intitulée : *In funere Ludovici XVI... a Paullo Leardi...*, avec un avant-propos d'Adam Baričević.

Il y est dit notamment ceci : « Autres sont les nouvelles qui nous arrivent sur la Révolution française succédant à une longue période de troubles et de luttes, et dont je ne signale ici que quelques-unes afin que mes successeurs s'en souviennent. Le mécontentement couvait depuis longtemps dans le royaume de France comme sous les cendres. Il en sortit toutefois un incendie se répandant non seulement sur les villes proches mais aussi sur les villes, pays et royaumes lointains, depuis qu'en l'an 1793 les Français eurent assassiné en place publique, se servant de la machine meurtrière *guillotine*, leur roi Louis XVI et la reine Antoinette, fille de Marie-Thérèse, en proclamant que jamais plus ils n'auront de rois, mais qu'ils entendent vivre tous égaux et libres. Il nous répugne de relater comment les Français s'entre-déchirèrent les uns restant fidèles au roi, les autres au régime libre *pro republica*, de sorte qu'ils se considérèrent les uns les autres comme des ennemis.

« Robespierre (Robespier) qu'ils choisirent comme premier chef — continue notre chroniqueur — fut le plus assoiffé de sang. Mais devenu lui-même suspect d'aspirer à la royauté, il passa sous la guillotine du bourreau ainsi que presque tous ceux qui furent la cause de la mort du roi et de la reine. La cour d'Autriche s'indigna la première de ce sang honteusement versé. Mais soit qu'elle ait considéré que cette sédition serait aisément réprimée, soit qu'elle ait voulu économiser les frais, elle n'envoya contre eux que peu de troupes, lesquelles furent repoussées par les révolutionnaires unis, et durent prendre la fuite. De cette façon les Français eurent l'occasion d'augmenter encore leur armée, commandée alors par Barras (qui était à la Convention le premier chef, le Directeur). Bonaparte était lieutenant à cette époque-là et se fit une renommée devant Toulon en 1795.

« Attirés par ce prétexte que tous seront égaux et libres, les gens accouraient sous leurs drapeaux comme des abeilles au miel, et pour la même raison fallacieuse ils ne purent rencontrer d'obstacles dans leur avance partout où ils voulurent aller car les Français savaient donner le change au vulgaire en montrant la couleur de la liberté dans laquelle tous seront égaux. Quant à ceux qui se considèrent plus instruits (tels que les seigneurs), ils brisèrent bientôt le pouvoir et la discipline spirituelle. Un calendrier fut introduit, égal au turc à ceci près qu'il permettait de fêter le dimanche au lieu du vendredi ainsi que cinq fêtes durant toute l'année, à savoir : le nouvel an, la résurrection du Christ, l'Assomption (puisque le 15 août était célébré avec beaucoup d'éclat comme jour anniversaire de Napoléon), la Toussaint et la Noël. Ainsi ils ont foulé aux pieds les jours de fête et les jeûnes, considérant inutiles jusqu'aux sacrements,

comme la Confession. Quant au mariage, ils ont ordonné qu'il soit célébré par les autorités civiles. Dans cette Révolution ils n'ont même pas permis de baptiser des enfants et nombreux furent ceux qui restèrent sans baptême. C'est par ces mirages que des gens sans raison se laissèrent induire à faire entrer dans leurs maisons et dans leurs pays leurs véritables ennemis, ayant voulu vivre à leur guise, sans foi ni loi, et il faut souligner que parmi ceux-là le nombre des seigneurs était plus grand que celui des vulgaires, en Autriche de même qu'en d'autres royaumes et duchés chrétiens <sup>1</sup>. »

La jeune République française déclara la guerre aux Pays-Bas, à l'Angleterre et à l'Espagne, auxquelles, sous l'influence de l'Angleterre se joignirent le Portugal, Naples, la Toscane, voire la Russie, de sorte que parmi tous les pays européens ne restèrent neutres que la Suède, le Danemark et la Turquie <sup>2</sup>.

L'Autriche avait fait de grands préparatifs militaires. Les confins militaires croates envoyèrent de nombreuses troupes contre les Français. L'empereur François II tâchait de persuader la noblesse par ses déclarations publiques que les Français ne se sont pas révoltés seulement contre le roi, mais aussi contre l'aristocratie et le clergé, contre la religion et contre tout l'ancien ordre de choses. La Révolution était représentée comme un volcan d'où sortaient des forces de l'enfer même, afin de détruire tout ce que Dieu avait laissé de bien sur la terre <sup>3</sup>.

Le roi sut mettre à profit l'animosité de la noblesse croate contre la France. C'est en son nom que le comte Charles Palfy, demanda de Vienne le 18 mars 1793, au Comté de Zagreb non seulement les soldats promis mais encore plus « ... *contra nefanda Gallica gentis Molimina Religionem omnem, omnem qui constitutionem evertere tendentia...* » <sup>4</sup>. Et le 14 juin 1793 le magistrat (mairie) de Budapest signale au magistrat de Zagreb qu'un corps franc (*Freykorps*) vient d'être constitué contre *funestum Galliae insultum*, l'invitant à envoyer lui aussi des réserves pour ce corps <sup>5</sup>.

Dès le 31 mars le roi François publia un manifeste à ses sujets dans lequel il leur demande, étant décidé de continuer la guerre contre les Français, guerre qui lui avait été déclarée par la France, de fournir de l'or et de l'argent contre des obligations à 6 ans portant 5 % d'intérêts <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Uspomene iz francuske revolucije, *Banovac* (Petrinja), 1907, n° 39.

<sup>2</sup> Mayer, *op. cit.*, II, p. 484.

<sup>3</sup> Smičiklas, *op. cit.*, pp. 398-399.

<sup>4</sup> Kr. Drž. Arhiv u Zagrebu, Comit. Zagrabiensis, Congregationalia, 1793, fasc. 6.

<sup>5</sup> *Ibid.*, Archivium I. R. civit. Zagrabrae, Acta politica 1793, avril-juin.

<sup>6</sup> *Ibid.*, Comit. Zagrab. Congregationalia, 1793, fasc. 7-10.

Le 7 septembre de la même année le Conseil du gouvernement de Hongrie insiste auprès du comté de Zagreb d'envoyer le plus tôt possible les sommes promises et, le 23 octobre, le comte Palfy renouvelle ses démarches afin de rassembler le plus grand nombre de soldats et de les expédier à l'armée avant que la guerre ne soit finie <sup>1</sup>.

Le comté de Zagreb recevait en même temps des nouvelles officielles annonçant des victoires autrichiennes sur la France et ordonnant de les célébrer par des *Te deum* <sup>2</sup>, le tout dans le but d'encourager les esprits en Croatie. Les aristocrates croates, bien que adversaires de la Révolution française, ne montrèrent pas cependant un grand zèle à fournir des soldats pour la guerre, mais cherchèrent toutes les excuses possibles pour s'y dérober. On cite notamment le cas du comte Janko Drašković, qui y excellait <sup>3</sup>.

Les dirigeants autrichiens semblent avoir craint tout souffle révolutionnaire venant de France. C'est ce qui paraît au moins d'après une ordonnance du conseil gouvernemental de Hongrie, publiée au nom du palatin Léopold du 19 février 1793 et adressée au magistrat de la ville de Zagreb, lui faisant savoir que Sa Majesté vient d'interdire la propagation et la distribution des livres que l'ex-frère de l'ordre de Saint-Paul, Versegi, a traduits du français sous le titre de : *A Világnak közonséges története irta Francia nyelven abbás Millot Ur*, etc... imprimés en 1780 « ... *propter complura perniciosa addimenta per auctorem versioni huic adjecta*. Le magistrat reçut l'ordre de rechercher chez tous les libraires des exemplaires de ce livre et d'afficher cette ordonnance <sup>4</sup>.

Le grand comte du comté de Zagreb, Nikola Škrlec, distribua en pleine guerre de 1793 un grand nombre d'invitations imprimées portant la date du 19 décembre 1793 à tous les nobles ainsi qu'au haut et bas clergé du comté de Zagreb, leur demandant leur contribution militaire. Il disait dans cette invitation que les états de Hongrie et *partium eidem adnexarum* ont voté à la diète commune de l'année courante pour la fin de la guerre 5.000 recrues et 4 millions de florins afin de justifier non seulement de leur dévouement pour leur noble souverain, mais encore de leur zèle pour l'intérêt public. *Ab eo inde tempore Galli, prouti res suas domesticas de die in diem magis in praeceptis egerunt, ita majori saevitiae ne dicam rabie bellum prosequuntur*. Dieu lui-même aurait béni les armes du roi et c'est

<sup>1</sup> *Ibid.*, Comit. Zagrab. Congregationalia, 1793, fasc. 7-10.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Comit. Zagrab. Congregationalia, 1793, fasc. 6, 11-13, 15-19.

<sup>3</sup> *Ibid.*, Comit. Zagrab. Congregationalia, 1793, fasc. 7-10 ; Drašković viceko-mesu Zag. županije, 20 avril 1793.

<sup>4</sup> *Ibid.*, Archivium I. R. civit. Zagrabiae, Acta politica, 1793 janvier-mars.

pour cela qu'elles sont victorieuses. Mais puisque la guerre actuelle est trop chère et qu'elle dure déjà depuis trois ans, il leur demande de faire des sacrifices en soldats et en argent, *ut barbaris Gallorum insultibus resistere, et Monarchiam ab exitiali, quod secus eidem impenderet, malo praeservare possit... Et vero, cum agitatae tot fluctibus domesticae res Gallorum, eo demum declinarent, ut gens haec primum in Anarchiam, dein vero in popularem Tyrannidem reciderit : Cum naturali funestae hujus situationis effectui, illa in majorem, quam quae ferocissimus condamnatae Populis propria fuit, barbariem fit prolapsa : Cum Augustus noster propter defectum fixae, apud gentem hanc regiminis formae nullum vel acquissimum conditionibus cum illa transigendi modum habeat : Denique cum Galli quocumque penetrare possunt, per concitationem Plebis adversus omnem statum et conditionem, qui vel tantisper supra illam eminet, in omnium adeoque felicitatis etiam Constitutionis nostrae eversionem, popularisque Tyrannidis suae introductionem nitantur ; interest sane singuli cujuscumque status regni commembri, ut contra hunc non tam peculiarem Monarchiae Austriacae, quam communem religionis, proprietatis, tranquillitatis, publicae ipsius usque adeo humanitatis hostem, bellum quo majori cum energia, et tamdiu ducatur, donec contritis ejus viribus communis omnium Austriacae Monarchiae Regnorum et Provinciarum securitas, extra discrimen collocetur...*

Il cite l'exemple des autres comtés ainsi que des particuliers qui ont déjà versé leur obole, et conclut en exprimant l'espoir et la conviction que ceux auxquels cet appel est adressé feront tout ce qui est en leur pouvoir afin d'aider leur roi soit par des recrues soit par de l'argent <sup>1</sup>.

Cet appel de Škrlec ne semble cependant pas avoir atteint l'effet désiré. Il paraît plutôt que son auteur dut renouveler ses appels et insister auprès des nobles car les réponses individuelles ne commencèrent à arriver qu'au début de l'année 1795. Le châtelain de Brezovica, le comte Jean Drašković, écrit par exemple le 3 février qu'il n'est pas en mesure d'envoyer des recrues. Le 13 février c'est le curé de Velika Gorica, Marc-Antoine Hegedić, qui n'envoie que deux fantassins en ajoutant ... *in hac comuni calamitate impii belli Gallici homagiali ductus devotione erga clementissimum nostrum Dominum...*

Le 20 février, le comte François Drašković de Varaždin signale l'envoi de 2 recrues. Quant au comte Charles Erdödy, il écrit de Ljubljana le dernier jour de février qu'il ne peut pas envoyer

<sup>1</sup> *Ibid*, Acta Neo-Aquisita annum 1791 ad 1793 ; — Archivium I. R. civit Zagrabiae, Acta politica, 1793, octobre-décembre.



l'aide militaire demandée contre la *seditiona natio gallica*. Georges Bužan de Pušća refuse de même le 3 mars. Le comte Joseph Erdödy écrit le 27 mars qu'il est prêt à subvenir aux frais de 80 recrues pendant toute la durée de la guerre contre la France, et le 1<sup>er</sup> avril le comte Antoine Pejačević lui mande de Kerestinec qu'il enverra deux soldats au régiment Jelačić.

La plupart des nobles répondirent toutefois d'une façon négative et quelques-uns fournirent des vivres au lieu de donner des recrues <sup>1</sup>.

A la fin de mars 1793, le baron François Thugut fut nommé directeur général au ministère des Affaires étrangères d'Autriche. Il était partisan de la continuation de la guerre contre la France, persuadé qu'il était que la Révolution française pourrait engendrer la chute de tous les trônes et la ruine de l'ordre social <sup>2</sup>. A la mort du chancelier d'état, le prince Kaunitz (27 juin 1794), Thugut prit sa place. Sa première initiative fut de créer une police secrète, de renforcer la censure, de sorte qu'on ne pouvait plus ni parler ni écrire sur les événements publics et l'opinion fut réduite à n'apprendre que ce que le régime trouvait opportun qu'elle sache <sup>3</sup>.

Dans les milieux bourgeois en Croatie il y avait bien certaines sympathies pour les idées de la Révolution française. Nous possédons ainsi un pamphlet croate en vers de style populaire, de mars 1794, dont l'auteur semble appartenir à la bourgeoisie et qui était faussement attribué à l'évêque de Zagreb Maximilien Vrhovac ou à quelqu'un de ses intimes agissant sur ses ordres <sup>4</sup>. Dans cette chanson, la noblesse est vivement attaquée car elle ne serait utile ni au roi ni à la patrie ni à Dieu. C'est par sa faute que les Croates sont obligés de se battre contre les Français. Le paysan nourrit et habille les nobles, construit les ponts et les chaussées — « il fait tout, il paye tout, même s'il doit perdre sa chemise ». Le paysan est obligé de faire la guerre pour les seigneurs, de verser son sang à leur place, et les seigneurs le lui rendent en l'écorchant et en foulant ses droits aux pieds. Si les seigneurs se réunissent à la Diète c'est uniquement à cause de leurs affaires tandis que le paysan doit payer tout cela par ses larmes. Quant aux Français, il ne font pas la guerre aux citoyens ni aux paysans, mais aux bourreaux, aristocrates et prêtres, envoyés du diable, qui, sous couvert de dévotion, se sont emparés de gros revenus et de richesses. Ce sont encore les seigneurs qui ont brouillé les rois entre eux, et c'est à cause d'eux que les plus grandes

<sup>1</sup> *Ibid.*, Comit. Zagrab. — Praesidialia Nicolai Skrllec sup. com. 1793-1797.

<sup>2</sup> Mayer, *op. cit.*, II, p. 484.

<sup>3</sup> Csuday, *op. cit.*, II, p. 303.

<sup>4</sup> Šišić F, « Biskup Makso Vrhovac i Martinovićeva urota », *Vienac*, XXXV (Zagreb, 1903), p. 394.

guerres ont éclatées. Les Français combattent pour démolir l'hégémonie des seigneurs et pour consolider les libertés. Les comtes, les prêtres et les nobles devaient être extirpés afin qu'il n'y ait que deux sortes d'hommes les bons et les mauvais »<sup>1</sup>.

Quant aux citoyens de Zagreb ils ne semblent pas très enthousiasmés pour les idées révolutionnaires. C'est ainsi qu'au carnaval de 1794 un bourgeois de Zagreb nommé Schiffer avait construit *guillotinam gallicam* sur laquelle il avait placé un écriteau en allemand déclarant que c'était cela l'égalité et la liberté françaises. Cette guillotine fut exposée en public, mais les autorités donnèrent bientôt l'ordre de l'enlever. Le ban, comte Jean Erdödy, le signala tout de suite à Vienne<sup>2</sup>. Il y a pourtant, dans la société de Zagreb, des symptômes de l'influence de la Révolution française. Cette année-là se signale par des mœurs assez libres, que l'évêque Vrhovac, écrivant le 19 février 1794 à un de ses amis, flétrissait comme pleines *supremae licentiae*, de sorte que la ville de Zagreb pourrait faire concurrence en ce qui concerne le dévergondage à toutes les grandes villes. Le divorce serait en vogue et tout cela offre un triste tableau de la Croatie qui ne fera qu'empirer si les autorités politiques n'avisent pas aux mesures qui s'imposent pour remédier à ce mal. Personne ne veut plus se marier et c'est surtout la faute des femmes. Les nobles donnent l'exemple et les bourgeois les imitent. Les représentations théâtrales introduites à cette époque-là à Zagreb, semblaient à tout le monde le paradis de toutes les délices de la vie nouvelle<sup>3</sup>. Cet esprit de relâchement dans les mœurs semble n'avoir pas épargné même le clergé. L'évêque Vrhovac s'en plaignait dès 1793 et invitait les prêtres de s'abstenir *a carnalibus desideriis, quae militant adversus animam*<sup>4</sup>. Le même évêque Vrhovac nous apprend qu'il y avait déjà en 1792 en Croatie et notamment à Zagreb des partisans des Jacobins. On prétendait même que ces Jacobins se réunissaient régulièrement sur une des collines de Mirogoj. Quant aux adversaires de l'évêque Vrhovac, ils portaient leurs soupçons jusque contre l'évêque qui leur semblait aussi suspect de jacobinisme<sup>5</sup>.

Les autorités, toujours à l'affût de tout ce qui pouvait sembler une influence de la Révolution française, tâchèrent de mettre un frein par tous les moyens à la propagation des idées subversives.

<sup>1</sup> Smičiklas, *op. cit.*, II, p. 399.

<sup>2</sup> Šurmin, *Hrvatski preporod*, I. Zagreb, 1903, p. 05, note 18, chapitre I.

<sup>3</sup> Vodnik B., « Kazalište staroga Zagreba », *Jugoslavenska Njiva*, VI, 2, Zagreb, 1922), p. 115.

<sup>4</sup> Deželić V., *Maksimilijan Vrhovac*, p. 128.

<sup>5</sup> *Id. ibid.*, p. 78.

C'est ainsi que le comte Charles Zichy écrit le 1<sup>er</sup> mai 1794 de Budapest au nom du conseil gouvernemental de Hongrie à l'adresse du comté de Zagreb : ... *nonnullos Gallicos commissarios in Regno Hungariae commorari, hinc de benigno jussu Regio habeo : ut eadem ad conservandam securitatem publicam neccessarias praecautiones per ambitum comitatus hujus acursum debita cum providentia faciat quo si nefors aliqui Passualibus..., aut secus etiam cum fundamentu suspecti detegerentur, comprehendatur inque casu hoc indilate relatim mihi proffetur*<sup>1</sup>.

Le même conseil du gouvernement de Hongrie annonce le 30 mai de la même année au comté de Zagreb *quod nonnulli artifices cereas figuras effigie magni nominis virorum publice pro defixo penso ostendaverunt et confluenti populi infelicem Reginae Galliarum casum, Delphini vicissitudines et qualiter decapitati Regis infelicem sortem explicuerint* et c'est pour cela que *dignabatur S. Maj. Sacratissima clementer praecipere : ut hujusmodi productiones, per quas rudis populus facile in erroneas idaeas induci potest, et nonnisi aes ab eodem elicitur, ruri in pagis nimirum oppidis et minoribus etiam civitatibus nullatenus admittantur*<sup>2</sup>.

Le 7 septembre 1794 le conseil gouvernemental de Hongrie ordonne au nom du roi au comté de Zagreb que toute personne qui travaillerait contre l'ordre public soit punie très sévèrement. A cette époque-là les autorités saisirent certains documents révélateurs de la propagande que les Français faisaient par tous les moyens<sup>3</sup>.

Pour donner une preuve de l'activité de la censure il suffit d'indiquer que cette année-là, 4.476 livres ont été interdits<sup>4</sup> et quand un libraire de Zagreb, François Müller, s'adressa au libraire L. Simon à Gratz pour lui demander de lui envoyer quelques-uns des livres interdits, mais dont le contenu ne serait pas trop compromettant, il en résulta une affaire telle que le palatin Léopold lui-même ordonna au comté de Zagreb d'ouvrir une enquête à ce sujet<sup>5</sup>.

On dirait cependant que l'Autriche ne trouvait pas toutes ces mesures de précaution suffisantes, mais qu'elle tâchait aussi d'interrompre tous les contacts commerciaux entre la France et les pays autrichiens. Le roi en personne par son décret du 20 septembre et du 3 octobre proclama l'interdiction de tout commerce avec la France et les pays que la France avait occupés. L'interdiction

<sup>1</sup> Kr. drž. arhiv u Zagrebu, Comit. Zagrab., Congregationalia, 1794, fasc. 7-8.

<sup>2</sup> *Ibid.* Comit. Zagr. Congregationalia, 1794, fasc. 12, 13 et 16. Cette ordonnance est signée par le roi Joseph lui-même.

<sup>3</sup> *Ibid.* Register General-Kommando von Agram pro anno 1794, 175.

<sup>4</sup> Deželić, *op. cit.*, p. 71.

<sup>5</sup> Kr. drž. Arhiv u Zagrebu, Comit. Zagr. Congregationalia, 1794, fasc. 7-8.

portait aussi sur les opérations financières et les envois de vivres. Tous les citoyens étaient sommés de signaler aux autorités tout agent ou négociant français qui voudrait entamer des affaires de cette façon<sup>1</sup>. Il faut également souligner qu'en Croatie les autorités avaient à surveiller tous les nouveaux venus. Nous en possédons une preuve datant de l'année 1794 : un émigré français, le comte Paul Bailo arriva après une longue pérégrination à travers l'Europe accompagné de sa femme et de ses enfants au commencement d'août à Varaždin. Dès son arrivée, le 8 août il fut convoqué auprès des « assesseurs » judiciaires Joseph Suvic statuant au nom du tribunal du comté présidé par le comte Bartholomé Patačić de Zajezda. La comtesse Bailo déclara s'appeler Marianne, née marquise de Wenefels de Normandie, âgée de 31 ans et mère de deux enfants. Mariée depuis 16 ans au comte Bailo, elle parle le français et l'italien. Elle raconta par où elle avait fui lorsqu'ils avaient appris que le roi de France était assassiné. Le récit de son mari est bien plus intéressant et semble avoir amusé les membres du tribunal. Le comte Bailo avait déclaré avoir 51 ans, être né à Gradiska en Fourlanie, parler à perfection le français et l'italien, un peu le latin et comprendre aussi l'allemand. Il y a 36 ans il était arrivé avec son père en France où il a fait ses études et s'était engagé dans l'armée dans laquelle il avait atteint le grade de capitaine. Le 17 septembre 1793 les révolutionnaires ont détruit le château de sa femme situé dans le district de Toulon tandis que son beau-père fut assommé par les paysans en révolte. Lui-même dut se sauver devant la masse en fureur en emmenant sa famille et s'abritant d'abord à Bruxelles, ensuite à Berlin où il avait fréquenté le roi de Prusse lui-même qui l'avait secouru dans sa misère. Après un séjour de 4 mois à Berlin il était parti pour Vienne où il resta 16 mois. Il continua ensuite sa pérégrination visita la Grèce ensuite Goritz, Venise, Ferrare, Bologne, Ancone, Rome et Milan. Lorsque Milan tomba aux mains des Français, le comte retourna à Vienne où il fut accueilli par le prince Kaunitz et de là en Hongrie à Körmend où un ami lui donna des recommandations pour Varaždin. Son intention était de se rendre à Fiume par le chemin le plus court, c'est pourquoi il demanda la permission de rester quelques jours à Varaždin pour se reposer. Les lettres de recommandation jointes à sa demande montrent que ce comte était un personnage de marque<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Ibid.* General-Kommando von Agram 1792-1795, et Comit. Zagr. Congregationalia 1794, fasc. 12, 13 et 16.

<sup>2</sup> *Ibid.* Acta Banalia 1794 (N° 1-85). Dans la lettre du comte Charles Palffy au baron Ivan Erdödy, 28 août 1794.

Tandis que l'Autriche combattait contre la France en Allemagne, en Belgique et en Hollande, elle craignait que les Français ne reçoivent des secours de Bosnie. Le commandant militaire de Zagreb reçut donc l'ordre de faire une enquête afin de constater ce qu'il fallait croire des rumeurs prétendant que des émissaires français s'étaient rendus en Bosnie et si possible de s'emparer de la correspondance échangée entre ces émissaires français et les chefs des garnisons turques <sup>1</sup>. C'est à cette époque également que doit se rapporter la demande adressée par le comte Charles Palffy le 20 décembre au comté de Zagreb en vue d'obtenir des renforcements croates qui devaient joindre la légion hongroise *contra communem Regnorum omnium, omnisque Religionis perniciosissimum Hostem* <sup>2</sup>.

Au milieu de ces événements guerriers une grande affaire politique éclata en Hongrie : c'est de la conspiration de l'abbé Ignace Martinovics que nous voulons parler. Un chroniqueur contemporain, le comte Adam Oršić, dit à son sujet notamment ceci : « ... les Français prêchaient dans divers pays en se servant de leurs émissaires l'égalité et la liberté et il y eut des têtes irréfléchies qui se laissèrent emballer. En Hongrie l'ex-franciscain abbé Martinovics, le comte Sigray, Solarček et Lacković organisèrent un complot et se chargèrent de la diffusion d'un catéchisme révolutionnaire dans lequel il était question des droits de l'homme libre. Si ce complot n'avait pas été découvert à temps ils auraient réussi dans leur dessein mais lorsque leur correspondance fut saisie, eux-mêmes purent être exécutés à Pest <sup>3</sup>. »

L'évêque Vrhovac fut également mêlé à cette affaire grâce aux accusations portées contre lui par ses adversaires qui l'accusèrent notamment de faire imprimer des écrits clandestins et de les expédier en Allemagne et à Budapest, d'être partisan des idées démocratiques, d'être en relations intimes avec le baron Taufferer qui avait planté à Ljubljana et à Zagreb des arbres de liberté (*arbor libertatis*) voire d'avoir écrit ou fait écrire la chanson populaire croate de mars 1794 dont nous avons parlé plus haut, etc... L'évêque eut assez de peine pour se défendre de ces calomnies auprès de la cour, mais finale-

<sup>1</sup> *Ibid.* General-Kommando von Agram 1794 (175). Les craintes des autorités autrichiennes ne furent pas sans fondement. Il semble que les Français aient réellement en 1797 l'intention d'attaquer l'Autriche de Bosnie. L'agent de la République française à Travnik, Marc René Bruère avait déjà reçu le 9 août 1793, les instructions de son gouvernement lui ordonnant de s'intéresser à la situation en Croatie et de faire un rapport à ce sujet. (Dabinović, « La France révolutionnaire et les pays balkaniques. » *An. I. F. de Zagreb*, 1937, pp. 87-97).

<sup>2</sup> *Ibid.* Comit. Zagr. Congregationalia, 1794, fasc. 1-5.

<sup>3</sup> « Memoiren des Grafen Adam Orssich de Szlavetich » *Arhiv*, t. X, p. 265.

ment il eut raison de ses adversaires et réussit à se justifier de sorte qu'au printemps 1795 il pouvait tranquillement retourner à Zagreb et puis on ne parla plus de cette affaire <sup>1</sup>.

Alors que l'activité révolutionnaire d'Ignace Martinovics était surtout limitée à la Hongrie, bien que sous son influence des comités révolutionnaires fussent fondés en Croatie, l'influence qu'eut sur la situation en Croatie l'aventurier baron Siegfried Jean Taufferer. Né à Ljubljana en 1750, Taufferer doué de beaucoup de talents personnels, il a pris rapidement de l'avancement dans l'armée impériale. Il fit également un séjour assez long dans les confins militaires de Croatie en 1787, il fut cependant obligé de quitter l'armée tout en restant en Croatie d'où il dut cependant se sauver en 1790 lorsque ses dettes l'y obligèrent. Il se rendit d'abord à Venise et ensuite à Vienne. La Révolution ayant éclaté à Paris des sociétés secrètes furent fondées dans les différents pays de l'étranger et Taufferer s'y trouva mêlé d'une façon très active puisqu'on signale qu'il avait adressé des appels à l'émeute aux bourgeois de Vienne en pleine rue de Graben. Il semble qu'il avait aussi des relations avec Martinovics. Obligé de quitter Vienne il se réfugia encore en Croatie se cachant, changeant de logis et de nom mais continuant à propager les idées jacobines. Il fut l'instigateur des démonstrations d'étudiants qui eurent lieu à Zagreb et à Ljubljana <sup>2</sup> et on prétendait même que c'était lui qui avait planté le fameux arbre de liberté à Zagreb <sup>3</sup>.

Cette affaire de l'arber de la liberté semble avoir été prise au sérieux puisque deux brochures furent publiées à son sujet en 1795 à savoir : *Der französische Freiheitsbaum in einer Rede über das Evangelium vom Senftkörnlein am 25<sup>en</sup> Sonntage nach Pfingsten von öffentlicher Kanzel vorgetragen, und zur heilsamer Belehrung des deutschen Bürgers herausgegeben*. Im Jahre 1792, 34 pp., 4<sup>e</sup> édition et *Nachtrag zu der Rede vom Freiheitsbaume : Ermahnungsrede zum eifervollen Gebethe, bei den dermaligen öffentlichen Angelegenheiten. Vorgetragen am letzten Sonntage des Jahres 1792 da auf hohen Befehl die 10 stündige Anbethung des hochwürdigsten Guts in der Stift und Pfarrkirche zu Botzen abgehalten wurde*, 31 pp. C'était des sermons faits par le capucin Albertus, prédicateur de l'église paroissiale de Bozen. Nous ignorons à qui revient l'idée d'imprimer ces deux sermons à Zagreb. Le père Albertus y prend position avec beaucoup d'énergie contre cet arbre de liberté dont les racines sortiraient de

<sup>1</sup> Šišić F., *loc. cit.*, Vienac, t. XXXV, pp. 393-5.

<sup>2</sup> Brlić A., « Baron Taufferer i francusko-hrvatska legija u 1795 » *Narodna Starina*, t. XI, Zagreb 1932, pp. 135-136.

<sup>3</sup> Deželić V., *op. cit.*, p. 80.

l'enfer et dont le créateur serait Lucifer en personne. Il conclut donc en demandant que cet arbre soit détruit parce qu'il représente un danger pour les états et pour les trônes. Taufferer s'aperçut bientôt que Zagreb n'était plus un refuge sûr pour lui et sur les conseils de ses amis croates il prit la décision de s'enfuir encore à Venise, de là à Nice où il fit la connaissance du frère de Robespierre, Auguste, commissaire du comité de salut public français. Celui-ci lui trouva une place à la légation de France à Gênes où Taufferer élaborait un plan détaillé sur l'organisation de la Révolution en Croatie, Dalmatie et Istrie, déclarant qu'il fallait libérer ces provinces de la domination des Habsbourgs. Il adressa ce plan au comité révolutionnaire de Paris en exposant l'importance d'une révolution dans ces régions. Il paraît que ce fut aussi la raison pour laquelle il entra en rapports avec le pacha de Bosnie auquel il promit comme récompense de sa neutralité certaines places fortes limitrophes en Croatie. Mais le comité du salut public ne pouvait pas lui donner les trois millions de florins nécessaires à l'exécution de ce plan et c'est pour cela que Taufferer ajourna cette révolution à des temps meilleurs.

Taufferer fut reçu dans l'armée française avec le grade de lieutenant-colonel de l'état-major, chargé d'organiser une légion croate avec laquelle il commença bientôt à troubler les garnisons autrichiennes d'Italie. Mais bientôt il tomba entre les mains des Autrichiens et fut passé par les armes le 24 mai 1796 à Vienne<sup>1</sup>. En Croatie cet exemple téméraire n'eut point de suivant.

Bien que les Croates en général aient combattu en Allemagne avec bravoure il y eut des cas de désertion dans l'armée autrichienne. C'est ainsi que le 2 juin 1795, le commandement général de Zagreb informe le comté de Zagreb qu'à l'occasion du départ du régiment Wurmser vers Mainz, entre autres, quatre Croates et un Dalmate passèrent au camp de l'ennemi<sup>2</sup>. Il n'est pas moins intéressant que nous possédions des preuves datant de 1795 d'après lesquelles l'évêque de Senj Ježić était en correspondance avec les Français, les autorités autrichiennes en informèrent le commandement général de Zagreb afin de faire une enquête à ce sujet. La même année le ministre de France à Constantinople se rendait à Zadar sur sa route à Constantinople et comme il traversait la Croatie les autorités craignant qu'il ne fasse de la propagande ordonnèrent une surveillance à son égard<sup>3</sup>. Quant à la censure elle s'exerçait en 1795 avec autant de

<sup>1</sup> A Brlić, *loc. cit.*: *Narodna Starina*, t. XI, Zagreb 1932, pp. 136-138.

<sup>2</sup> Kr. drž. Arhiv u Zagrebu, Comit. Zagr. Congregationalia, 1795-1796, fasc. I-IV, VI, VIII, X.

<sup>3</sup> *Ibid.* Registrer General-Kommando von Agram für J, 1795 (179) I tomus.

rigueur que l'année précédente. On signale que le libraire Müller reçut l'interdiction notamment pour la vente du « nouveau calendrier français » et de « l'année galante ou Étienne a l'amour »<sup>1</sup>. Après l'exécution de Martinovics, le 20 mai, la surveillance exercée par la police fut encore renforcée et toutes les sociétés dissoutes<sup>2</sup>. Le 12 août, par décret royal et dans l'intérêt public toutes les sociétés secrètes furent interdites et c'est à cette occasion que la loge maçonnique de Zagreb autorisée par l'empereur Joseph II en 1786 dut également fermer ses portes<sup>3</sup>. Le ministre Thugut rétablit de cette façon un silence absolu dans toutes les manifestations de la vie publique<sup>4</sup>. Entre temps, la guerre autrichienne contre la France durait toujours. Lorsque l'armée autrichienne, commandée par Clerfait, chassa le corps français commandé par Jourdan au delà du Rhin et que Wurmsér occupa Mannheim le 21 novembre 1795, ces victoires furent célébrées en Croatie par des *Te deum*. Un sermon qui fut fait à cette occasion le 16 janvier 1796 et dont l'auteur était un prêtre de Požega nommé David Meznar, nous est conservé sous forme de brochure imprimée à Zagreb chez Novosel. Mais bientôt, toujours dans la première moitié de 1796, nous trouvons un pamphlet en vers croates répandu dans toute la ville de Zagreb et affiché même à une des portes de la ville du chapitre qui est inspiré par des idées « jacobines ». Une enquête fut ouverte le 15 novembre à son sujet ; beaucoup de citoyens furent convoqués mais sans résultat puisqu'on ne parvint pas à découvrir l'auteur de ce pamphlet. Le plus fort c'est que ce pamphlet fut encore deux fois réimprimé ainsi le jour de l'ouverture de l'assemblée du comté de Zagreb, le 24 octobre 1796.

L'année suivante 1797 fut très agitée. On continua de lever les recrues et de percevoir les impôts pour l'armée. Le conseil gouvernemental de Hongrie contribuait à son insu à propager des nouvelles alarmantes faisant savoir au comté de Zagreb le 19 avril que la plus grande vigilance s'impose puisque l'ennemi ramène avec lui des jeunes gens et des enfants tandis que les soldats faits prisonniers par lui sont vendus dans les colonies américaines<sup>5</sup>. Le 13 avril, le comté de Zagreb est obligé de proclamer l'institution de la cour martiale pour combattre les actes séditieux<sup>6</sup>. De cette année-là date aussi le poème composé par Antoine Nagy de Pošega contre

<sup>1</sup> Kr. drž. arhiv. Zagreb : Comit. Zagr. Congr., 1795, I, IV, VI, VIII-X.

<sup>2</sup> Csuday, *op. cit.*, II, pp. 312-312.

<sup>3</sup> Deželić, pp. 98-99.

<sup>4</sup> Csuday, p. 313.

<sup>5</sup> Kr. drž. Arhiv u Zagrebu, Comit. Zagr. Congregationalia 1797 fasc. 15-16.

<sup>6</sup> *Ibid.* Comit. Zagr. Congregationalia 1797, fasc. 1, 3-14.



les Français (le même Nagy fut plus tard grand admirateur de l'empereur Napoléon) intitulé : Poème sur l'armée rassemblée et la guerre contre les Français de 1797 <sup>1</sup>.

La paix signée le 17 octobre 1797 à Campo Formio ne fut pas de longue durée. La guerre recommença l'année suivante pour continuer jusqu'en 1801. De cette deuxième époque de guerre nous possédons un petit livre composé par le curé, Joseph Gorščak traitant de la prise de Mantoue et dédié au colonel Antun Kazimir. Au sujet de l'assassinat de Louis XVI l'auteur prétend qu'il fut organisé par une camarilla qui voulait régner à sa place et ce fut l'origine de tous les maux qui se sont abattus sur le monde. Ils versèrent beaucoup de sang innocent pour qu'il y ait tant de rois qu'il y a des Français puisqu'ils seraient tous égaux « Dieu nous préserve de tels et de tant de rois ! Qui pourrait les contenter et les nourrir ? » s'exclame l'auteur. « Ceux-là afin de tromper les autres ne font que promettre toutes les libertés sachant que les hommes en ont soif, mais ils cachent leur cruauté ; quand on s'en aperçoit il est déjà trop tard. » C'est pourquoi, il remercie Dieu d'avoir favorisé la victoire des Autrichiens sur ces Français maudits. Ainsi qu'il apparaît de la prise de Mantoue en Italie.

En 1800 il y eut encore des levées de recrues. Un noble croate nommé Jakob Svetić de Pleternica s'adresse par une proclamation en allemand à ses confrères pour les exhorter à venir en aide à leur souverain <sup>2</sup>. Le poète croate Tito Brezovački a également publié deux poèmes inspirés de l'esprit anti-français. L'un, destiné au bas peuple, fut publié dans un calendrier populaire sous le titre : *Un Croate parle croate aux Croates* <sup>3</sup>. L'autre destiné à l'édification de la noblesse croate s'intitule : *Ode inclitae nobilitati regnorum Dalm. Croa. Slav. occasione secundariae in Gallum insurrectionis generalis dicata per A. R. D. Titum Brezovachky anno MDCCC*. L'auteur encourage les nobles croates à persévérer dans la lutte contre les Français dont leur héroïsme ne manquera pas de triompher <sup>4</sup>.

Tous ces documents nous permettent d'avoir une idée des répercussions immédiates de la Révolution française avant l'établisse-

<sup>1</sup> Andrić N, « Iz ratnička književnosti hrvatske », *Prosvjeta* X, Zagreb 1902. p. 48.

<sup>2</sup> Kr. drž. Arhiv u Zagrebu, Comit. Zagr. Congregationalia 1799, fasc. 21-23, 25.

<sup>3</sup> Fancev F., « Dokumenti za naše podrijetlo hrvatskoga preporoda (1790-1832). *Grada*, t. XII, Zagreb 1933, pp. 45-48. — v. Barac A., « Notes sur les Français dans la littérature de l'Illyrisme ». *Annales de l'I. F. de Zagreb*, 1937, pp. 74-75.

<sup>4</sup> Fancev, *Ibid.*, pp. 49-51.

ment de l'Empire. On voit que la noblesse et le clergé croates restaient liés par leurs sentiments et plus encore par leurs intérêts à la cause autrichienne et à l'empereur d'Autriche, qui d'ailleurs ne craignait pas moins le danger des idées révolutionnaires pour l'édifice du vieil empire. Quant à la classe paysanne elle n'avait pas encore voix au chapitre : sans école et sans instruction, elle devait continuer à servir passivement les seigneurs et le roi.

STJEPAN ANTOLJAK.

---

# LES ANGEVINS EN CROATIE ET EN HONGRIE <sup>1</sup>

## II

### LE ROLE DE PAUL ET MLADEN ŠUBIĆ

Après la mort de Charles Martel la cause angevine semblait frappée à jamais. Mais on se tromperait lourdement en pensant que la disparition d'un homme eût fait disparaître, en Croatie et en Hongrie, le déséquilibre social qui s'y était manifesté d'une façon si grave depuis le milieu du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle.

Le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle avait porté de l'argent dans le pays, ou mieux, le pays lui-même s'était révélé producteur du métal précieux. Les croisades avaient, d'autre part, exercé l'influence des poussées juvéniles qui décèlent les sèves nouvelles et les nouvelles énergies. Tout un monde de voyageurs s'était rué vers l'Orient par la route du Danube ou du littoral adriatique. Ces chevaliers, suivis d'hommes d'armes, moins titrés mais non moins hardis et désireux d'aventures, s'étaient révélés consommateurs de denrées et, grâce à l'organisation du crédit, mise en œuvre en ce temps-là, payeurs appréciés. Le pays était arrosé d'argent, mais cette nouvelle richesse, loin d'apporter la paix intérieure, avait troublé l'équilibre établi depuis des siècles entre les anciens éléments sociaux, entre le seigneur et le paysan, entre l'aristocratie des villes et les artisans. Dès que l'argent se fut montré il y eut lutte pour le partage des nouvelles richesses.

Cette lutte sourde et tenace, qui occupa très sérieusement les anciens privilégiés, avait désagrégé l'ancienne structure sociale. L'argent avait augmenté la demande de main-d'œuvre. Les villes marchandes et industrielles, qui voyaient leurs marchés fréquentés et, surtout, fréquentés par une foule de bons acheteurs, trouvaient dans cet essor une raison bien forte d'augmenter leur production. La

<sup>1</sup> Voir *Annales de l'Institut de Zagreb*, 1938, pp. 237-245 et 351-374.

main-d'œuvre tendait à devenir précieuse. L'esclavage fut réduit aux termes les plus modestes et les campagnes se virent désertées. Les seigneurs avaient beau rappeler aux paysans leurs anciennes obligations qui leur avaient été jadis si favorables : la désertion des campagnes se fit de plus en plus grave. Les causes en étaient multiples. D'un côté la ville offrait des possibilités qui, vues de la perspective de l'époque, exerçaient leur attraction sur un monde naïf, enfoncé dans la paisible monotonie de la vie rurale. Trop de voyageurs avaient porté dans le pays les impressions d'une existence mouvementée, trop de vagabonds à la fantaisie débraillée avaient excité des passions endormies, trop de récits prestigieux avaient allumé les convoitises. La course vers l'inconnu avait commencé déjà dans l'Europe occidentale. Le même malaise moral qu'en Occident se manifestait maintenant en Croatie.

Il s'agissait de s'attribuer la plus grande partie des nouvelles richesses. Il s'agissait de bien plus : une nouvelle classe de la population essayait de se faire place. A l'ancienne noblesse cherchait à se substituer la noblesse nouvelle, à l'ancienne aristocratie agraire des villes dalmates la bourgeoisie marchande et industrielle.

Les valeurs économiques n'étaient plus les mêmes depuis le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Avant 1240 la possession foncière primait tout. Après, c'était le tour de ceux qui disposaient de l'argent.

C'est dans cette atmosphère fiévreuse et riche d'imprévus que s'était développée la richesse de la famille Šubić. C'était sans doute une ancienne lignée. Son pays d'origine est la région située entre les fleuves Krka et Zrmanja où quatre comtés (Luck, Nin, Sidrag et Bribir) sont nommés dans les anciens documents. La route qui conduit de Skradin à Benkovac passe à travers le comté de Bribir, ainsi nommé d'après la place forte qui existait au IX<sup>e</sup> siècle et où le roi Bela IV séjourna en 1245. Mais l'emplacement n'est indiqué que par une tour ébréchée et de pauvres pans de murailles. La place forte d'Ostrovica, qui a joué un si grand rôle pendant les guerres vénitiennes, dont le nom est mentionné pour la première fois chez Cinname (Ostroumnitza), était destinée à devenir une des bases de la puissance de la lignée des Šubić.

Les Šubić étaient connus sous la dynastie nationale. En 1609 un certain Budić Šubić est à la tête du comté de Bribir. Sous Zvonimir c'était Stresigna (1048-1089), homme remarquable comme soldat et comme chef de tribu. Dans le pacte conclu en 1102 entre le roi Coloman et les représentants des douze tribus croates, Mrmonja se trouve à la tête de la maison des Šubić. Son étoile semble pâlir les années suivantes mais pour peu de temps : vers la fin de la domination byzantine (1180) le župan Miroslav Šubić se fait remarquer

par sa puissante personnalité. La chute de l'empire de Byzance en 1204, qui peut se comparer par ses conséquences à la chute de l'empire des Habsbourg, semble avoir inspiré la prudence aux grands seigneurs de l'époque : la lignée des Šubić, jalouse de ses prérogatives, voyant sa prospérité grandir grâce au commerce adriatique, avait serré ses rangs. Les frères restaient en communauté de biens, comme du temps des grandes invasions, lorsqu'il fallait garder la force défensive pour conserver les anciennes acquisitions et pour en faire de nouvelles.

Après la mort de Miroslav Šubić, un changement survint. Son fils Grégoire obtint de la part du roi Bela III le comté de Bribir en héritage. Il n'était plus župan, nommé par l'assemblée comitale, mais comte de Bribir, nommé par le roi. Dorénavant la dignité de comte était soustraite à l'élection populaire : elle passait de père en fils. Elle ne passait pas, comme en Occident, en vertu des principes du droit féodal, en fief dont l'investiture était liée à une formalité constituant, au moins en apparence, un acte d'hommage vers le roi. C'était purement et simplement une donation héréditaire telle que Byzance en avait connu. Mais la forme de cette donation, d'origine purement byzantine, était de nature à changer essentiellement la base juridique de la constitution de la Croatie. Grégoire Šubić avait reçu le comté de Bribir comme donation de la couronne. C'est-à-dire que le donateur n'était pas le roi comme personne, c'était le roi comme détenteur de la sainte couronne. Une pieuse légende avait fait donner cette couronne par le pape Silvestre II, le célèbre Gebhard, au premier roi hongrois. En réalité les choses s'étaient passées autrement. Cette couronne, prétendument remise au roi Étienne I<sup>er</sup> par le pape, porte aujourd'hui des inscriptions grecques du xii<sup>e</sup> siècle. La sainte couronne n'était donc pas le diadème du roi très chrétien mais le diadème que les empereurs de Byzance donnaient comme signe de la majesté impériale à leurs patrices après une cérémonie qui est minutieusement décrite par Constantin Porphyrogénète. Le nouveau patrice avait reçu son investiture à la suite d'une cérémonie religieuse. L'investiture était pour ainsi dire un acte sacramentel. Cette même mysticité, qui constituait un des éléments les plus suggestifs du cérémonial byzantin, avait été mise en œuvre pour la construction d'une fiction juridique à l'usage des aspirations hongroises. Depuis le retour de Constantinople de Bela III, la tendance est de plus en plus manifeste. Les pays unis sous la dynastie d'Arpad étaient considérés comme les membres de la sainte couronne attribuée au premier roi. Tout titre juridique, de quelle nature qu'il fût, était ramené artificiellement à ce lien mystérieux. Les rois s'étaient ainsi employés à faire disparaître aussi en Croatie, et surtout en

Croatie, les vestiges de la législation du bas empire qui s'y étaient conservés jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle. Le nouveau régime économique fondé sur l'achat monétaire avait suscité une nouvelle œuvre législative. On abandonnait le système des échanges établi par le code théodosien et par les lois barbares, et on revenait au système monétaire soumis au code justinien.

C'est pendant ce changement que la politique de la famille Šubić se dessina. Il fallait s'adapter aux nouvelles circonstances. Les Šubić s'y mirent avec réflexion et clairvoyance. Loin de s'opposer à la tendance hongroise de ramener la base de tout droit à la fiction du pouvoir mystique de la couronne, les Šubić s'en servirent pour leurs buts. Ils acceptèrent de faire partie du corps des donataires, des participants aux privilèges dont seule la couronne était le dépositaire et le détenteur, mais ils l'acceptèrent à la condition d'être les seuls délégués de cette couronne en Croatie. C'est d'eux, les représentants exclusifs des prérogatives de la couronne de Saint-Étienne, que les nobles croates devaient accepter ou mieux renouveler leurs anciens titres.

Ainsi donc étaient abolies les compétences électives des assemblées régionales, abolie l'élection des juges et des chefs militaires dans ces assemblées.

Les juges et chefs militaires, même les nobles qui avaient reçu des donations royales, devaient devenir les feudataires de la famille Šubić.

Cet état de choses, qui éliminait l'autorité royale en Croatie, fut le résultat auquel parvint la politique des Šubić. Elle y parvint par étapes, en la poursuivant à travers trois générations.

Le premier représentant de cette politique, Grégoire Šubić avait, au seuil du XIII<sup>e</sup> siècle, joué son rôle en éliminant ses voisins, surtout le puissant Višan de Zvonigrad et le rusé prince Domaldo. Vainqueur de Pierre Zahumski, il avait laissé à son neveu Stjepko une situation, dont celui-ci profita en s'érigeant en champion du roi Bela IV pendant la dangereuse invasion tartare (1241). Une après l'autre, les villes dalmates s'étaient mises sous l'égide des Šubić : Split, Trogir, Šibenik. Lorsque Stjepko Šubić abandonna le pouvoir à ses enfants, les Šubić étaient devenus une dynastie.

Les fils de Stjepko Šubić ne se séparèrent pas. L'aîné Paul était le plus remarquable. George Šubić, le duc de Šibenik, joua aussi, comme on le verra, son rôle. Plus effacée est la situation du frère cadet Mladen. Tous trois profitèrent, comme on a vu, des crises qui marquèrent le faible gouvernement de Ladislav IV. Ils se mirent avec empressement au service de la cause angevine, quand la mort de Ladislav IV (1290) eut mis aux prises André III et Charles Martel.

Mais, malgré la netteté de leur attitude, on ne saurait dire qu'elle ne comportât pas de compromis.

Au contraire, tout en concluant avec les Angevins de Naples de favorables traités de commerce, qui assuraient aux villes côtières et à la Croatie littorale les denrées dont elle manquait et dont elle aurait dû normalement se pourvoir en Slavonie et surtout en Hongrie, Paul Šubić ne se montrait pas contraire à conclure avec André II un accord assez singulier. Nous ne possédons pas le texte de cet accord, mais il y a bien des probabilités qu'il fut conclu. Nous ne saurions pas autrement nous expliquer, comment André III ait pu se résoudre à publier, en 1293, le grand privilège en faveur des frères Šubić qui donnait à la situation de leur famille un singulier caractère de stabilité. « en considération, commence cet étrange document, de nos aimés et fidèles hommes, le chevalier Paul, ban des pays côtiers, et les ducs Georges et Mladen, ses frères, qui ont mérité par leur bravoure dans plusieurs grands combats de se couronner de lauriers chevaleresques, et *sur leur expresse demande*, qui nous a été communiquée par le pieux et charitable frère Dominique de l'ordre conventuel de Saint Augustin, nous avons accepté de confirmer les donations de nos prédécesseurs et en plus de leur conférer à titre héréditaire la banovine littorale avec tous les droits, redevances et revenus liés à la charge de ban. Les dits frères s'obligent par contre en leur nom et au nom de leurs héritiers de tenir sur pied une armée de 500 hommes et de nous aider dans toutes nos entreprises contre les ennemis du dehors et les adversaires du dedans ». Cette banovine était donnée aux Šubić comme propriété (*iure proprietatis*) en domination perpétuelle (*et perpetui dominii*). En compensation de ce privilège les Šubić devaient faire acte d'hommage à la mère d'André III, la duchesse Tommasine de Slavonie, en lui donnant le cadeau (*strena*) usuel, et ils devaient se rendre à la présence du roi André personnellement ou envoyer au roi leurs enfants ou des personnes capables de les représenter<sup>1</sup>.

Ce fut après ce privilège que la cour d'Anjou se décida, Charles Martel vivant, à décréter un privilège, calqué sur le premier, à Paul *banus maritimus, dominus Croatorum dilectus et fidelis consanguineus noster*, notre bien cher et fidèle cousin<sup>2</sup>.

En possession de documents d'une telle importance de part et d'autre, Paul Šubić était, non seulement homme d'importance, mais aussi assez puissant pour décider de la couronne de Hongrie et Croatie.

<sup>1</sup> Smičiklas, *Cod. dipl.*, VII, 163-4.

<sup>2</sup> Proclamation de Charles II du 17 juin 1285 ; Smičiklas, *op. cit.*, VII, 205-6.

Cette situation, qui donnait aux Šubić des possibilités assez tentantes, portait tout de même en elle toute une série de dangers. Il ne faut pas oublier que cette nouvelle puissance avait été fondée sur toute une suite de violations de l'ancien ordre social.

Déjà le titre de comte de Bribir qui était acquis à titre héréditaire à la famille Šubić constituait, comme nous avons pu le remarquer, une véritable révolution. Le pouvoir était passé du peuple au donataire à titre héréditaire. Ce n'était, à vrai dire, qu'un commencement, mais, ce premier pas fait, il devenait singulièrement plus aisé aux Šubić de se substituer aussi dans les autres comtés aux délégués des assemblées comitales.

Mais si, dans ces cas, l'objet de la donation était formé par une charge administrative et judiciaire qui comportait des droits et des redevances, bientôt se dessina une autre tendance des Šubić : de se faire reconnaître une juridiction assez étendue sur les villes de la côte. D'abord c'étaient les villes croates, des agglomérations formées autour d'un bourg où les rois de la dynastie nationale siégeaient chaque année pendant la durée des sessions judiciaires, afin que leurs sujets eussent l'occasion de faire valoir leurs droits et leurs griefs. Les Šubić exercent la fonction comitale, ils représentent le roi absent, ils se prononcent sur tout litige, les *satniks* ou centeniers à la tête de petits détachements de troupes destinés à assurer l'ordre et l'exécution des arrêts judiciaires, sont leurs hommes et même leurs serviteurs.

Mais cette substitution des pouvoirs d'une famille aux prérogatives qui constituaient un attribut de la royauté ne s'était pas arrêtée au territoire de l'ancienne Croatie. Aussi les villes qui jadis avaient fait partie de l'ancien thème byzantin de Dalmatie et qui se targuaient (voyez l'histoire de l'église salonitaine de Thomas l'archidiacre) de leurs anciens privilèges, avaient dû se plier aux volontés des seigneurs de Bribir. Ici surtout, la violation des anciens droits était manifeste. Tandis que les rois de la dynastie d'Arpad avaient assuré aux villes impériales byzantines le droit d'élire leurs prieurs et leurs évêques (*priorem et episcopum quem elegeritis confirmabo*)<sup>1</sup> les Šubić prétendaient exercer la fonction prieurale à titre héréditaire. Un puissant parti, formé par des artisans et des commerçants de détail, s'était serré autour des Šubić et avait supplanté l'ancienne aristocratie qui tendait à s'assurer le monopole du commerce et à contrôler la production. Cette lutte de classes avait aussi son caractère national et religieux. L'élément populaire était encore solidement attaché par des liens de

<sup>1</sup> Šišić, *Priručnik* I, 624.



famille et par des relations économiques à la population de l'intérieur. Pour ce qui concerne la formation religieuse, il ne faut pas oublier que les ordres populaires, les franciscains surtout, comptaient dans les villes non seulement de nombreuses maisons religieuses, mais aussi un public dévoué et directement hostile au clergé séculier, dont les mœurs n'étaient pas toujours au-dessus de toute critique.

C'est donc en se ralliant à la bourgeoisie que les Šubić avaient obtenu, dans les villes côtières, une position très forte. Ils étaient les comtes de la ville, c'est-à-dire que les revenus des villes allaient à eux. Ces revenus ne provenaient pas des impôts fonciers ou des redevances personnelles, ces impôts et ces redevances étant abolis par des privilèges de l'époque byzantine. Les villes côtières étaient classées comme *emporía* et jouissaient de toutes les libertés que la législation du bas empire concédait aux villes isolées au milieu d'un territoire habité par les barbares.

Les revenus des villes étaient limités à leurs droits de douane pour la marchandise qui passait l'entrée du port, fermé du coucher du soleil jusqu'à l'aube par une chaîne. Mais de ces droits de douane le dixième allait à l'évêque, tandis que des neuf dixièmes restant, les deux tiers allaient à l'état et un tiers à la ville. Depuis 1180 on percevait aussi les droits de douane ou d'octroi à la porte des villes où aboutissaient les routes caravanières. Or le revenu de ces droits allait aussi, après prélèvement de la dîme due à l'église, pour deux tiers au seigneur, de la ville, tandis que l'administration devait se contenter de voir ses frais couverts par le tiers qui lui restait.

Il faut se demander comment les Šubić parvinrent, sans coup férir, sans exercer, au moins apparemment, une pression, à se faire reconnaître pour les maîtres des villes côtières. Il n'y a pas de doute que leurs relations commerciales avec les Angevins de Naples contribuaient puissamment à l'affermissement de leur situation. Les registres Angevins font plusieurs fois mention d'exportations de blés et de denrées de la Sicile et de l'Italie méridionale dans les pays qui étaient soumis aux frères Šubić.

Mais ce qui contribua le plus à relever l'ascendant des Šubić était le succès obtenu vis-à-vis de Venise après la guerre contre les Kačić d'Omiš. En 1280 les Kačić avaient subi une débâcle qui ruina complètement leur situation dominante en Adriatique. Leur force armée avait été détruite par les Vénitiens, alors alliés des Šubić. Mais cette victoire vénitienne, loin d'apporter les avantages escomptés par la Sérénissime avait contribué à raffermir la puissance des Šubić. En possession de Klis, Georges Šubić, le nouveau comte

d'Osmiš, conclut, le 9 avril 1294, un traité avec Trogir<sup>1</sup> dans lequel la sûreté du trafic est garantie de part et d'autre. Ce ne sont pas les habitants d'Omiš qui se feront remarquer par leurs pirateries, mais les Vénitiens, les Génois et leurs alliés. Toute une série d'expéditions de blé de l'Italie méridionale subit les attaques de bateaux de course vénitiens. Lorsque le 4 août 1294<sup>2</sup>, Charles II de Naples envisagea la nécessité de convoquer le ban Paul Šubić et ses frères, il estima prudent de s'adresser à Venise et à Gênes pour obtenir l'assurance que la traversée des Šubić de la Dalmatie dans l'Italie méridionale ne serait pas troublée. Même après la mort de Charles Martel les expéditions de blé ne cessent pas. Les envoyés (*nuntii*) de Paul Šubić se présentent à Naples en 1295, 1298, 1299, 1301, 1305. Chaque fois ils reviennent avec des cargaisons de froment. *Domaldus de Ungaria, comes Domaldus de Sclavonia, comes Scardone Domaldus*, toujours le même personnage, revient le 5 septembre 1299 avec 300 charges (*salmae*) de blé, le 28 juillet 1300 avec mille trois cents<sup>3</sup>. Un peu plus tôt, en mars 1296, des instructions très précises sont données sur le procédé à employer pour l'expédition de blé des ports de la Pouille à destination de la Slavonie. Ce blé devait servir pour l'approvisionnement des places fortes (*pro munitione castrorum suorum ipsarum partium*)<sup>4</sup>, qui se trouvaient au pouvoir des Šubić. Mais il n'y a pas de doute que ce blé cédé à un prix de faveur ou même à des conditions exceptionnellement avantageuses devait servir la politique financière des Šubić. Ayant la possibilité d'assurer l'approvisionnement des villes dalmates, les Šubić pouvaient leur imposer la ligne de conduite qu'ils désiraient. Le pain à bon marché signifiait pour les artisans une des conditions les plus appréciables pour se soutenir contre la concurrence des produits d'Italie et de France.

Avec l'aide des corporations les Šubić pouvaient sans difficulté tenir en échec la classe des anciennes familles des descendants des Romains de Dalmatie, des propriétaires du *pomerium* des anciennes villes, de l'aristocratie qui tendait à monopoliser le commerce et à régler la production en s'assurant l'exclusivité du trafic des matières premières.

Cette politique bourgeoise des Šubić, dirigée contre la petite et la moyenne aristocratie, avait pour but l'élimination du pouvoir

<sup>1</sup> Smičiklas, VII, 174-175 ; Lucius, *Memorie di Traù*, 133, Wenzel, *Cod. dipl. Arp. cont.*, X, 172.

<sup>2</sup> Smičiklas, VII, p. 81.

<sup>3</sup> Smičiklas, VII, 217.

<sup>4</sup> Wenzel, *Acta extera* I, 127-128.

direct de la royauté. En sa qualité de ban de Croatie, Paul Šubić s'arrogeait la qualité et les prérogatives de seigneur suprême, d'unique intermédiaire entre la Croatie et le roi de Hongrie. Le roi n'avait aucune décision à prendre en Croatie, par lui-même. La chose devient évidente, quand on se rend compte, que le roi André III n'a, pendant son règne, jamais pris de disposition concernant le territoire réservé aux Šubić. Même en Slavonie, dans le territoire situé au nord de la montagne Gvozd et en tout cas dans le territoire au nord de la Sava et de la Kupa, le roi a toujours soin de ne rien entreprendre sans s'assurer la coopération des autorités régionales.

Mais cette autonomie dont jouissait le territoire soumis à Paul Šubić ne suffisait pas aux desseins de cet homme habile et entreprenant. Il n'est pas exclu qu'il tendait, en élargissant ses pouvoirs, à éliminer complètement l'autorité du roi de Hongrie et à s'ériger en fondateur d'une nouvelle dynastie croate. Mais, pour entreprendre sa tâche de front et pour franchir crânement tous les obstacles, Paul Šubić, même aidé par la collaboration de toute sa *smala*, ne disposait pas de moyens suffisants. Il savait trop bien que dans les villes il y avait un parti qui guettait toute occasion de reprendre le pouvoir. Il savait que Venise ne ménageait pas les promesses et les facilités commerciales à ceux qui se montraient accessibles à ses avances. Il savait aussi qu'il y avait en Croatie des grands seigneurs qui, à la tête de leurs troupes, juges, administrateurs et condottières en même temps, ne subissaient son ascendant que grâce à mille petits soins et à mille attentions et cajoleries. Il savait encore que les anciennes institutions calquées sur les liens du sang n'étaient pas oubliées, et que l'esprit de clan pouvait à tout moment ébranler les bases d'une construction qui était de date trop récente pour avoir atteint un certain degré de solidité.

Il est presque étonnant que, dans ces conditions qui demandaient une grande perspicacité et une continuelle surveillance des forces sociales en jeu, Paul Šubić ait estimé nécessaire d'élargir la base de sa domination. Nous ne connaissons pas exactement les circonstances qui ont amené à ce changement, mais il suffit de remarquer que, tandis que dans le décret de Charles II d'Anjou du 14 août 1298<sup>1</sup> adressé aux Šubić on parle des nobles hommes (*viros nobiles*) Paul, ban de Croatie, et Georges et Mladen, ses frères, seigneurs des villes de Dalmatie (*civitatum Dalmacie comites*), tandis que dans son

<sup>1</sup> Smičiklas VII, 313 ; *Reg Ang. Reg. Caroli II*, 97, vol. 244, n° 10, Makušev, *Zapiski*, XIX/2, pril. 3, p. 39-40 ; Wenzel, *Acta externa* I, 421.

<sup>2</sup> Smičiklas, VII, 322-323 ; R. Archivio di Stato in Venezia, *Patti sciolti*. serie II, *atti restituiti dall' Austria* n° 39.

décret de Vrana du 26 décembre 1298, Paul Šubić, lui-même, se donne le titre de ban de toute la Croatie (*banus totius Chorvacie* <sup>2</sup>) à peine cent jours plus tard, le 7 avril 1299, dans son édit publié à Skradin (Scardona) Paul Šubić se donne le titre de *banus Corvacie, Dalmacie et dominus Bosne* <sup>1</sup>. Ce dernier titre *dominus Bosne* semble indiquer un changement politique qui se serait produit au dehors et même au delà de la sphère d'activité du roi de Hongrie. Le ban a décidé d'ériger une église particulièrement somptueuse en l'honneur de saint Jean-Baptiste. Ce saint était désigné par le ban Paul et par sa femme, la *banica* Ursule, comme patron et seigneur de la famille des Šubić (*elegimus... pro nostro heredumque nostrorum patrono et domino*). On voit, d'après cet édit, les liens très étroits qui existaient entre les Šubić et l'ordre de Saint-François. Non seulement la sœur de Paul Šubić, *domina Stanislava*, était abbesse du couvent (*collegio sanctimonialium*) de Sainte-Claire, mais l'église de Saint-Jean-Baptiste devait être confiée aux soins des frères mineurs de l'ordre de Saint-François, auquel Paul Šubić était lié par une spéciale dévotion (*ad quem hordinem specialem devocionem gerimus*). Paul Šubić donne à l'église une dotation annuelle de 1.500 livres d'argent vénitiennes qui devront être remises aux procureurs ou au procureur des dits frères. Pour garantir la jouissance perpétuelle de cette rente, Paul Šubić assignait les revenus d'un moulin, qu'il avait acquis de Ljubavac, un citoyen de Skradin, et qui se trouvait à Slap sur un îlot de la Krka près des anciens moulins de la famille Šubić du côté sud (*a parte scirocali*) à Bršac.

Dans l'acte de donation pour la nouvelle église, il destine à couvrir les frais de la pieuse fondation, les revenus de certaines terres achetées à diverses occasions ou par le ban ou par sa femme, la *banica* Ursule. On voit que le dynaste croate faisait des transactions avantageuses, qu'il réalisait des gros bénéfices, qu'il aimait à employer son argent à l'achat de vignes et d'oliveraies, dont il percevait des revenus assez coquets pour lui permettre de faire bonne figure comme exportateur de produits du pays et comme acheteur de denrées de première nécessité. Il se peut aussi que Paul Šubić, moyennant la possibilité de faire de bons achats et de les payer en bonne monnaie, se soit assuré une espèce de monopole dans le commerce intérieur et que le résultat de ces opérations lui ait permis de se forger d'abord une certaine supériorité commerciale et ensuite de fonder toute une série d'accords économiques avec les seigneurs de Bosnie, accords dont l'aboutissement final était la domination du pays.

<sup>1</sup> Smičiklas, VII, 331-336 ; Ljubić I, 190 ; Kukuljević, *Reg.* n° 1615.

Il est intéressant de relever que Paul Šubić se donne le titre de *dominus Bosnae*, seigneur de la Bosnie. Tandis qu'en Croatie maritime il reste le ban ou vice-roi, représentant de la royauté absente ou impuissante, en Bosnie il n'hérite pas le titre de ban que portaient, avant lui, Porin, Kulin, Ninoslav, mais s'attribue un titre qui fait penser à une domination absolue. Le partage de la Bosnie exécuté par Béla IV, qui avait tracé des frontières administratives entre les banovines d'Usora, Soli et Bosnie, semble avoir cessé sous la poigne vigoureuse de Paul Šubić.

Appuyé à une Bosnie qui avait secoué, n'importe comment, le joug de la Hongrie, Paul Šubić pouvait, pour ainsi dire, peu à peu opérer une espèce d'égalisation entre la Bosnie et la Croatie et faire participer cette dernière à la même indépendance qu'il avait revendiquée avec succès pour la Bosnie.

C'était le temps où la haute noblesse guidée par l'archevêque de Trau avait ouvertement pris parti contre André III. Le roi avait en vain essayé de rallier sous ses drapeaux les membres de la petite noblesse et les villes libres. Le parti angevin serrait ses rangs en Croatie et Slavonie, et les Šubić organisaient leur force armée. Ce n'était d'abord pas grand chose ni sur terre ni sur mer. Les perfectionnements techniques qui, à l'époque des croisades, avaient marqué un *crescendo* assez remarquable, ne semblent pas avoir été poussés à bout dans les pays qui étaient soumis aux frères Šubić. Le 19 juin 1299, le roi Charles II de Naples se trouve dans la nécessité de pourvoir à l'armement de Domalde de *Ungaria* gentilhomme du noble Paul ban de *Ungaria*. On voit que le ban affectait au moins de ne pas se sentir assez fort pour soutenir le choc de l'armée d'André III qui se préparait à envahir la Croatie.

Vers le milieu de l'année 1299 la lutte entre André III et les Angevins prend de nouveau l'aspect serré et décisif qu'elle avait avant la mort de Charles Martel. Les deux partis adverses prennent décidément position.

Il n'est pas sans intérêt de voir quels étaient les arguments politiques dont se servait André III et quels étaient ceux qui servaient comme arme morale à ses adversaires.

ANTOINE DABINOVIĆ.

---

## A.-G. MATOŠ ET LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

---

Antun-Gustav Matoš est une des figures les plus importantes et les plus intéressantes de la littérature croate moderne. Malheureux et continuellement persécuté par son destin, véritable bohème, il parcourut l'Europe sans trouver à se fixer. De Zagreb, il s'en va à Vienne (Autriche), à Belgrade, à Munich, à Genève, à Paris, de nouveau à Belgrade pour revenir finalement à Zagreb où il meurt.

En Croatie, avant la guerre, il fut le propagateur le plus fervent de la culture française. Pas un seul instant il ne cessa de montrer les bienfaits du génie français. Il n'était pas si facile de parler de la France à ce moment-là dans des circonstances défavorables, et surtout dans un milieu littéraire tourné entièrement vers Vienne et vers Munich. Il fut le seul à réclamer la rupture avec les modèles germaniques qui, d'après lui, n'étaient que nuisibles à la littérature, à la culture croates, et au peuple croate même. — « Assez, assez de modèles germaniques, assez, assez de littérature en caricature, criait Matoš, revenons aux sources mêmes. Allons à Paris, unique et vraie source du bon goût, du style parfait, et la meilleure école pour apprendre à bien écrire ».

\*  
\* \* \*

Né le 13 juin 1873 à Tovarnik (Srijem), il fit à Zagreb ses études primaires et secondaires sans obtenir le baccalauréat. Le français n'était pas enseigné dans les lycées. Matoš en apprit tout seul les premiers éléments, assez pour lire couramment sinon pour parler. Ayant échoué à l'école vétérinaire de Vienne, il dut faire son service militaire. Un jour, pour des motifs inconnus, il déserte et se réfugie à Belgrade. Au début de 1898 il est à Genève, où il écrit une étude sur Stendhal. En août 1898, il arrive à Paris où il demeure jusqu'au mois d'août 1904. C'est à Paris qu'il doit sa formation littéraire. Il y fit de très nombreuses connaissances et, grâce surtout à Rouveyre et Ed. Champion, il fut introduit dans les milieux les plus divers, littéraires ou autres de Paris. Par Ed. Champion il fit la connaissance de

Barrès et d'Anatole France. En été 1904, il est de nouveau à Belgrade. En 1908 — amnistié — il revient à Zagreb où il meurt à la veille de la grande guerre, en mars 1914.

\*  
\*  
\*

Matoš fut un grand Européen. Pour lui être européen et être français sont synonymes.

Pour lui, l'Allemagne est un pays sans goût, sans style. Les Allemands sont de vrais barbares ; leur civilisation n'est qu'une civilisation de second rang. Si l'esprit allemand est plus discipliné, le génie slave, comme le génie français est plus doué, plus original. Les écrivains allemands le plus souvent, ne sont que des défenseurs de l'égoïsme, de la force brutale, qui ne reconnaissent aucune loi humaine. « Si le militarisme est une force contre la culture, l'Allemagne, étant le représentant le plus typique du militarisme européen, est par conséquent le plus grand ennemi de toute civilisation ».

Aussi se tournait-il vers la France, représentant de l'Occident, parce que, disait-il, « nous ne sommes pas seulement des Croates, nous sommes également des Européens. Je ne veux pas savoir si nos prédécesseurs (écrivains) imitaient l'Europe du second rang — je veux dire l'Allemagne. Moi, j'aime mieux la France, Paris ».

La France c'est la Mecque de toute politesse, du bon goût, de l'art, de la meilleure et de la plus humaine littérature dans le monde. C'est le pays de l'esprit critique, et de l'esprit tout court ; l'école du cerveau et le pays de la liberté. Strossmayer, Kvaternik, Starčević, Kumičić, parmi tant d'autres, furent des disciples de la civilisation la plus humaine, la plus classique et la plus belle de l'Europe et du monde entier, parce que c'est la France qui a tout fait, plus que personne autre, pour les principes humanitaires, surtout pour la liberté dans le monde. C'est en France qu'on cultive le mieux le beau, le bon goût, contre la laideur et l'absolutisme prussiens, qui nous a réduits nous aussi en esclavage. La France possède les meilleurs maîtres du bien écrire. « La seule étude du français nous sauvera de l'invasion teutonique. Parmi toutes les langues vivantes, la connaissance du français sera la plus utile pour nous et notre indépendance nationale ».

Pour mieux convaincre ses compatriotes de l'avantage de regarder vers la France, il écrit dans l'*Obzor* un long article, où il prétend que les Croates ne sont slaves qu'en ce qui concerne la langue, tandis qu'au point de vue social ils sont Celtes exactement comme les Français. « L'Illyrisme, dit-il, et même le début du mouvement de Starčević furent par excellence des mouvements européens, par

conséquent tournés vers la France ». « C'est parce que la France est le pays le plus avancé à tout point de vue, de la littérature, de l'art et de la culture en général, que nous avons décidé, au plus grand risque, au prix de notre vie, d'aller aux sources mêmes du meilleur goût, de l'art, de la meilleure littérature — c'est-à-dire Paris — cerveau de l'Europe et du monde. »

Paris c'est l'Athènes et l'Alexandrie modernes. Etre parisien cela ne veut pas dire seulement être à Paris géographiquement. C'est surtout du point de vue moral et culturel que cela a une importance capitale. Paris, c'est un organisme vivant, qui a sa vie propre, son passé, son avenir. Les autres villes européennes ne sont qu'une imitation de Paris. C'est à Paris, dit-il, et il en est fier, que je sentis d'être un homme, un homme cultivé et non un barbare. Je n'ai pas de diplôme d'un savant, mais toujours à Paris j'appris à aimer le beau et la liberté. Il continue : « j'aime mieux avoir faim et être à Paris que d'être rassasié à Zagreb. » Bismarck appela Paris une grande maison d'aliénés, où il n'y a que des singes. Matoš ajoute ironiquement : « J'aimerais mieux être un singe parisien qu'être un professeur ou un officier prussien. » A la question qu'il pose lui-même pourquoi il aime la France et d'où vient cette sympathie pour elle, il répond : « Nous avons deux patries, l'une de notre corps — et l'autre de notre esprit — celle-ci c'est la France. »

\*  
\* \*

Les connaissances proprement dites de Matoš sur la littérature française<sup>1</sup> commencent avec Villon, dont il a traduit en croate une ballade (*Hrvatska smotra*, 10 janvier 1909, p. 110). Parmi les hommes de la Renaissance, c'est Montaigne qu'il appelle « son maître » (*Hrvatska* [journal] 29-8-1906), et il ne cache pas qu'il a

<sup>1</sup> Il serait trop long d'énumérer toutes les pages où Matoš a parlé des écrivains français. Il suffira d'un relevé de ses études et de ses articles. Dès son arrivée à Genève, en 1898, il écrit un long article sur Voltaire (*Novi Viek*, 1898/II, 353, 472, 544). L'année suivante, toujours à Genève, c'est au tour de Stendhal (*Sarajevska Nada*, 1901, 103, 118, 135, 156, 166). L'étude, parue d'abord sous le pseudonyme de Schams, nom de famille de sa mère, fut republiée, dans ses Essais (*Ogledi*) en 1905 (p. 106-153). Dans les *Narodne Novine* du 21-10-1902 parut un article sur E. Zola et El. Bourges ; dans la *Sarajevska Nada* de 1903 (107) l'étude, sur Becque, réimprimée dans ses Essais p. 78-88. Sur M. Barrès il a écrit à plusieurs reprises (« M. Barrès » dans *Mlada Hrvatska*, 1902-106 ; « Amori et Dolori sacrum », dans *Sarajevska Nada*, 1903, 250 ; « Barrès et Greco », dans *Obzor*, 25-4-1912 ; « Un nouveau roman, de Barrès : La Colline inspirée », *Obzor*, 7-3-1913). A Baudelaire il a consacré une de ses plus longues études, écrite en 1903 ; elle ne fut publiée qu'en 1907 dans les *Vidici i putovi* ; « Rimbaud Ami de Verlaine » dans *Hrvatska Smotra* (1908, 95, 113) ; « Vie de Verlaine », dans *Hrvatska Sloboda*



voulu l'imiter (Essais, éd. 1905, p. 3). Au xvii<sup>e</sup> siècle, ses préférences vont plutôt à Racine qu'à Corneille qu'il trouve trop ennuyeux. Entre les classiques, c'est Molière qui prend la première place ; il est le plus grand génie de la France, un maître de l'humanité. A côté de Montaigne et d'Horace, le meilleur consolateur, le meilleur guide pour devenir un homme, c'est Molière (*Brankovo Kolo*, 1904-1569). Dans ses articles on trouve très souvent les noms de Pascal, La Fontaine, M<sup>me</sup> de Sévigné, Boileau, Bossuet, Fénelon, Montesquieu, Diderot, A. Chénier, Bernardin de Saint-Pierre, etc...

Le premier article de Matoš (1898) fut consacré à Voltaire. Le public le trouva fort déplacé, comme une insulte aux bonnes mœurs et à la morale (— de Tartuffe — ajoutait Matoš). Ce furent l'*Obzor* et surtout le *Katolički list* qui se révoltèrent. A leurs attaques Matoš répondait : « Ce n'est pas à cause de ses sept péchés capitaux que je sympathise avec Voltaire, c'est uniquement parce qu'il écrit bien ; j'aime beaucoup les auteurs qui écrivent bien. » Il aime encore Voltaire, parce qu'il blasphème la tyrannie, répand le premier souffle de la Révolution, et se fait le défenseur de la liberté et de la libre opinion (*Novi Viek*, 1899, 244). Voltaire pour Matoš n'est pas un poète mais un des meilleurs versificateurs.

Le 200<sup>e</sup> anniversaire de J. J. Rousseau fournit à Matoš l'occasion d'un article dans *Obzorov Vijenac* (1912), où il utilise largement l'étude de Faguet, qui venait de paraître, sans se soucier de bien comprendre les doctrines de J. J. Rousseau.

Stendhal est le premier écrivain du xix<sup>e</sup> siècle qui ait occupé Matoš. En 1899, sans avoir du français une connaissance très sûre et sans dominer pleinement sa matière, poussé d'une part par le besoin de gagner son pain, d'autre part par ses ambitions littéraires, il entreprit d'écrire une étude sur Stendhal. D'où des imperfections et des inexactitudes. Par exemple il croit Stendhal royaliste. Mais à côté de Montaigne, Stendhal est un de ses maîtres. « Nous autres, dit-il, disciples des maîtres d'énergie comme le furent Montaigne et Stendhal » (*Savremenik*, 1913).

Il est difficile de fixer à quelle époque, au juste, Matoš connut

(24-12-1909) ; « Deux morts (Jean Moréas) » dans *Hrvatska Sloboda* (9-1-1910). « Les nouveautés artistiques (Th. Gautier) » dans *Savremenik* (1910, 537) ; « Th. Gautier » dans *Obzor* (23-9-1911). « J. J. Rousseau » dans *Obzorov Vijenac* (1912, pp. 169-172) ; « Flaubert » dans *Obzor* (12-2-1913). Un roman révolutionnaire d'A. France (Les Dieux ont soif) » dans *Obzor* (21-7-1912). « Maeterlinck » dans *Obzor* (23-2-1913).

Indiquons que pendant le séjour de Matoš à Paris une de ses nouvelles, *Samotna noć* (Nuit solitaire), parut en traduction française dans la revue *Œuvre d'art international* en février 1901.

Baudelaire. En tout cas c'est en 1897, dans le *Brankovo Kolo* qu'on trouve les premières traces de Baudelaire. Outre une foule de réminiscences, — plus d'une centaine — et un très grand nombre de morceaux intercalés dans différents articles, il composa en 1903, une étude complète sur Baudelaire.

Matoš n'a pas toujours vu Baudelaire sous le même aspect. Ses sympathies variaient comme ses connaissances. En 1899, c'est-à-dire avant d'arriver en France, il était formellement hostile aux décadents en général et surtout à Baudelaire. En 1901, il change complètement et se montre élogieux pour lui. Mais c'est dans son étude de 1903 qu'il faut chercher son opinion définitive. Voici comment il définit la poésie de Baudelaire : « Avoir l'âme la plus douloureuse, la plus sensible et, par-dessus tout, chercher la douleur la plus forte comme une sensation la plus agréable, c'est l'essence de la poésie baudelairienne, ou être en même temps le bourreau et l'enfer de soi-même, presser la douleur comme un citron pour en faire sortir une goutte de délices. »

Dans l'ensemble du reste, Matoš n'a pas compris Baudelaire malgré sa sympathie, il n'a pas saisi sa poésie profonde. Il a pris pour le fond de la poésie de Baudelaire ce qui n'était qu'un des éléments constitutifs d'un seul moment. Il connaissait très bien le Baudelaire de 1840, mais beaucoup moins celui des époques postérieures.

Il n'a probablement pas mieux connu Zola, qui a été parmi les Français l'écrivain qu'il a le plus maltraité. Il n'a jamais laissé passer une occasion de l'attaquer. Dans sa bibliothèque on ne trouve aucun livre de Zola ni sur Zola. Dans son journal intime, encore inédit, il ne mentionne que le roman *Fécondité* vers la fin de 1899. C'est tout, et cela ne prouve encore rien. Il est difficile de résoudre la question de cette hostilité de Matoš. Peut-être vient-elle de l'influence du milieu d'Ed. Champion et des critiques hostiles d'un P. Bourget, de F. Brunetière et, de tant d'autres. Pour Matoš le naturalisme de Zola est non seulement anesthétique, mais inesthétique. Pour lui Zola n'est pas même un vrai naturaliste, c'est un caricaturiste plein de pessimisme. Des livres de Zola il ne restera rien. Zola n'est que la débâcle du goût et de l'esprit français. Son style est moyen. L'affaire Dreyfus est très peu de chose pour faire de Zola un grand homme. S'il avait été poète, dit Matoš, il n'aurait pas chassé la fantaisie du roman et Paris aurait eu un autre Balzac. Pour Matoš, Zola est un peintre de la société sans idéal, sans espoir, trop brutal, romantique autant que naturaliste. Toujours d'après Matoš, c'est Zola qui a fait baisser la valeur littéraire du roman français, il en a fait le genre littéraire le plus vulgaire. La vision de la réalité chez Zola est déformée par son pseudo-positivisme, par son pessimisme

pédant et misanthropique et par la négation complète de l'individu. L'homme de Zola c'est une machine sans âme.

Pour Matoš l'écrivain idéal en 1902 est Elémir Bourges, écrivain pur puisqu'il n'écrit que pour l'amour d'écrire. Pourquoi décrire le temps présent, se demande Matoš, le temps que nous connaissons fort bien, puisque ce que nous connaissons nous attire moins que ce qui est inconnu et mystérieux ? L'art n'est-il pas cette tour libre et grande, par laquelle nous sommes sauvés constamment de toutes les vulgarités de la terre. La réalité n'en constitue que la base solide.

Pourtant Henry Becque, bien que naturaliste, plaît entièrement à Matoš. C'est lui qui a donné des œuvres durables à l'art dramatique français. Il peut être comparé avec les plus grands génies de l'art dramatique européen. S'il n'égale pas Ibsen ou Hauptmann ou Maeterlinck par la fécondité et par la fantaisie, il les dépasse par des qualités inimitables, par des qualités françaises, à savoir la précision, la clarté, la vie, l'esprit et la forme (*Ogledi*, 79).

Dans l'ensemble l'essai sur Becque est un des meilleurs, sinon le meilleur des essais de Matoš.

Il n'ignorait pas complètement les écrivains ses contemporains, mais il ne s'en occupe pas de la même façon que des écrivains du XIX<sup>e</sup> siècle. Il mentionne Henri de Régnier (*Norodne Novine*, 21-10-1902 ; *Hrvatska Sloboda*, 1-2-1910) ; Verhaeren (*Hrvatska Sloboda*, 1-2-1910 ; *Obzor*, 23-3-1913 ; *Hrvatska Smotra*, 1907, 78, 1919, 302 / I ; *Obzor*, 24-3-1913) ; M<sup>me</sup> de Noailles, Coppée, Richepin, Ed. Rostand, Prévost, Mirbeau...

Le seul qui occupe une plus large place et dont il est étonnant que Matoš ne nous ait pas laissé une étude plus complète, c'est Barrès dont il avait fait la connaissance grâce à Ed. Champion. Dès 1901 Matoš lisait Barrès et avait déjà arrêté ses opinions et ses jugements sur lui ainsi qu'en témoigne la lettre suivante qu'il écrivait à Champion. « Mon cher Champion, vous vous fâchez déjà, je crois, de ma personne avec tort, car je ne savais pas quoi à vous écrire. En passant mon temps chez nous — je veux dire chez ce bon et vieux Guguss [Rouveyre] — j'avais seulement des aventures idylliques, intérieures, dont je suis certain qu'elles ne peuvent intéresser personne, car souvent, *moi elles n'intéressent pas*. J'ai lu Barrès, j'ai joué du violoncelle, j'ai fait un article sur Neditch (un critique serbe) et c'est tout, comme dit ce vieux et bon patriote (vous devinez que je parle de ce bon et vieux Guguss). Barrès m'intéresse beaucoup à cause de son ressemblance à Stendhal (une affinité plutôt voulue). Sa fantaisie n'égale son raisonnement, le style est inférieur à la pensée. Sa supériorité, s'il y en a une, est dans *sa énergie*. Comme

artiste il ne me satisfait pas. Ses livres sont des bouquins d'éducation pour moi, d'une éducation purement littéraire.

Ce bon et vieux Guguss est déjà dans son plumard. Qu'est-ce qu'il fait. C'est lui qui vous le racontera. Il plante s'il ne ronfle pas. Il aime les idylles, la pipe et souvent ses amours sont pipés. C'est à cause de lui que je ne m'amuse pas.

En espérant que vous trouverez en cette épître meilleurs mes sentiments vers vous que mon orthographe, permettez de vous donner une poignée bien cordiale. Tout à vous : A. G. Matoš. »

Dans la bibliothèque posthume de Matoš on trouve six livres de Barrès, dont deux avec une dédicace de l'auteur. (*Amori et Dolori sacrum*, et *Pour nos églises* (et quatre sans dédicaces) *Adieu à Moréas*, *L'ennemi des lois*, *Sous l'œil des barbares*, *Vingt-cinq ans de vie littéraire*). Il ne faut pas conclure que Matoš n'a pas lu davantage de Barrès. Il est certain qu'il avait une connaissance solide de toutes ses œuvres. Cette connaissance a été décisive dans la formation littéraire de Matoš. Il y aurait là-dessus une étude à faire.

En 1911, Tin Ujević, *le maître de l'esprit* comme on l'appelle aujourd'hui, reprocha à Matoš d'avoir tout simplement copié Barrès. Voici comment répondit Matoš. « Il me reproche d'avoir copié le paysage et la philosophie de Barrès, mais lui, le misérable, ignore que c'est une doctrine très ancienne du milieu antérieur à Barrès. Il me reproche d'être nationaliste à la Barrès, mais n'est pas lui, mon seul maître, il y en a d'autres chez qui Barrès, comme moi d'ailleurs, avait pris ses idées. En effet, je partage un certain nombre d'idées de Barrès, mais pas toutes. Son culte de Napoléon je l'ai trouvé chez Stendhal, à Genève vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pendant que Barrès n'était pas encore le nouveau Barrès d'aujourd'hui. Le même culte de Napoléon on le trouve chez Carlyle, chez Nietzsche. Déjà bien avant Stendhal c'est chez Plutarque et les écrivains de la Renaissance qu'on trouve ce culte des héros, la théorie du milieu et du paysage ce n'est pas chez Barrès qu'on la trouve, mais chez Taine qui l'a prise de Stendhal, celui de Winckelmann et celui-ci chez des anciens. Ce n'est pas Barrès, c'est Amiel de Genève, qui a lancé l'idée originale : le paysage c'est l'état d'âme.

« Barrès commença comme individualiste et termina comme nationaliste. En seize ans d'absence de la patrie, j'ai vécu une crise pareille, alors est-ce étonnant si dans mes articles je me sers de l'autorité d'un écrivain réputé dans le monde entier qui a trouvé avant moi dans l'idée de la patrie et du nationalisme intégral son point de départ de toute son activité. Mes souffrances étaient-elles aussi du plagiat ? Est-ce que ça veut dire faire du plagiat en partageant les idées d'autrui ? Faire du plagiat ça veut dire plagier le style d'au-

trui. Est-ce que j'ai plagié le style de Barrès ? Le style de Barrès est abstrait, le mien est concret. Moi je décris le paysage comme tel, Barrès décrivait et analysait les états d'âme, etc., etc. » (cf. *Hrvatska Sloboda*, 4-10-1911 et *Obzor*, 21-5-1913).

Les années 1904, 1905, 1906 et 1907 sont très peu fertiles au point de vue de l'activité de critique littéraire de Matoš dans le domaine de la littérature française. C'est que, en 1904, il quitte la France et s'installe de nouveau à Belgrade. Il continue cependant à lire les auteurs français : en 1904 *Madame Bovary*, en 1905 la *Tentation de Saint Antoine* et les *Orientales*, en 1906, les *Lundis* de Sainte Beuve, *Lucie* et la *Nuit de mai* de Musset. C'est une époque de recueillement et de méditation. En 1908, il reprend ses travaux, il se tourne encore vers la France. Ce sont successivement les articles sur Rimbaud (*Hrvatska Smotra*, 1908) Vie de Verlaine (*Hrvatska Sloboda*, 1909), Moréas (*Hrvatska Sloboda*, 1910), deux articles sur Th. Gautier (*Savremenik*, 1910 et *Obzor*, 1911), etc..., et enfin, le plus important de cette série est un article sur A. France (*Obzor*, 1912).

Matoš ne s'occupe pas seulement des individus ; il s'intéresse aux mouvements littéraires ; ainsi nous avons trois articles sur le romantisme français (*Narodne novine*, 1909 ; *Obzor*, 1910 ; *Obeor*, 1912) et un article sur l'art pour l'art d'après le livre de Cassagne (*Savremenik*, 1911).

Au total ce qui frappe tout d'abord dans les connaissances de Matoš c'est leur étendue, leur caractère fragmentaire et le caprice de ses jugements. Certains écrivains — et non des moindres — sont à peine mentionnés par Matoš. D'autres sont abondamment cités dans tous ses écrits. Il n'a consacré de longs articles qu'à quelques-uns des anciens et des classiques, Montaigne et Villon, Molière et Racine. Il trouve plus d'intérêt au XVIII<sup>e</sup> siècle et surtout à Rousseau et à Voltaire, mais ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle qu'il se trouve à son aise. Il a un choix d'écrivains qu'il adore, V. Hugo, Stendhal, Mérimée, Baudelaire, Verlaine, Rimbaud, Leconte de Lisle, Moréas, et surtout ce sont Th. Gautier, A. France et Flaubert qui sont de véritables idoles pour lui. Du reste ses opinions ont souvent varié. Mais on trouvera aisément une justification à tous ses manques si on tient compte de la vie malheureuse qu'il mena.

Et malgré tout il reste le Croate d'avant la guerre mondiale, qui a le plus fait pour la diffusion de la littérature française. Il a frayé une voie aujourd'hui largement ouverte. Il garde les mérites du pionnier.

JOSIP TOMIĆ.

## MÉLANGES

---

**Un jugement sur le rôle de la Révolution Française dans l'histoire de la civilisation croate.** — Dans son important livre intitulé *La culture croate à travers 1000 ans* qui vient de paraître (Josip Horvat : *Kultura Hrvata kroz 1000 godina*, Zagreb, 1939) M. Josip Horvat consacre quelques pages fort intéressantes au rôle des idées de 1789 dans l'évolution de la civilisation croate. Constatant qu'il est bien difficile de déterminer de quelle façon ces idées ont pénétré dans les masses croates puisque les documents conservés émanent pour la plus grande partie de milieux résolument hostiles à la Révolution, l'auteur souligne que ce fut surtout la domination française, englobant à l'époque napoléonienne une grande partie du territoire croate, qui en apporta au peuple croate habitant le reste de la Croatie (au nord de la Save) des échos plus précis, en même temps qu'elle provoqua aussi des réactions plus énergiques dans les milieux sociaux privilégiés (clergé, aristocratie, bourgeoisie). Il cite quelques chansons datant de l'époque où les armées du Consulat ou de l'Empire portèrent les idées d'égalité sociale à travers l'Europe. C'est ainsi qu'un poète didactique, Tomo Miklaušić, tout en réfutant les idées révolutionnaires, montre qu'elles devaient trouver pas mal de sympathisants en Croatie, puisque, en essayant de les confondre, il décrit ainsi leurs façons de penser : « Dans leur cœur ainsi ils disaient : que les Français viennent ici — c'est tout ce que nous désirons — car tous nous nous trouverons mieux ; — alors nous vivrons à notre gré — et tous alors, nous serons égaux. »

Mais les classes dirigeantes, exaspérées aussi par les charges du régime napoléonien, — impôts, contributions, etc. — offrirent par contre un terrain favorable à l'action antirévolutionnaire. Et ce n'est que quarante ans après, avec la renaissance croate, connue sous le nom du mouvement illyrien, que les idées de la liberté des nations aussi bien que des individus gagnèrent les milieux instruits et privilégiés de Croatie. L'apogée de ce mouvement nationaliste, la révolution de 1848, marque aussi la réalisation du programme social de 1789, la suppression des différences entre les classes.

CH.

**La mort de Gambetta et la jeunesse estudiantine croate.** — Un voyageur français, le vicomte de Caix de Saint-Aymour, après avoir dès le printemps 1879, c'est-à-dire à peine l'occupation autrichienne achevée, visité la Bosnie et l'Herzégovine, chargé d'une mission archéologique par le ministre de l'instruction publique Jules Ferry, publia en 1883, d'abord partiellement dans la *Revue des Deux Mondes*, puis en un volume, intitulé *Les pays sud-slaves de l'Autro-Hongrie*<sup>1</sup> un récit de voyage dont la lecture reste intéressante, aujourd'hui encore, par ses qualités d'observation et de documentation sérieuses.

Arrivé à Zagreb par Vienne, Caix eut la perspicacité d'entrevoir le brillant avenir de cette ville de vingt mille habitants qui lui rappelait de loin une des préfectures françaises de seconde classe. Si Zagreb, dit-il, n'est physiquement qu'une ville tout à fait secondaire, elle occupe un rang élevé parmi les cités auxquelles l'avenir promet peut-être de grandes destinées, car elle est non seulement la capitale du royaume tri-unitaire Croatie-Slavonie-Dalmatie, mais aussi le chef-lieu intellectuel incontesté « de tous les Yougo-Slaves ou Slaves du Sud qui occupent la vallée de la Save et du Danube »<sup>2</sup>. Sous la conduite des professeurs Kršnjavi et Pilar il eut l'occasion de connaître tout ce qui pouvait intéresser un étranger dans la vie intellectuelle croate de cette époque, tandis qu'une visite à Djakovo, auprès de l'évêque Strossmayer, où il rencontra l'écrivain français Marbeau, auteur du livre *Slaves et Teutons* (Hachette 1882), lui fournit les éléments de la situation politique des pays sud-slaves en général, ainsi que des indications pratiques sur la Bosnie qu'il se préparait à visiter.

Une note dans le livre de Caix, à la page 27, où il est question de la sympathie latente des caractères et des intelligences entre Slaves méridionaux et Français, a plus particulièrement attiré notre curiosité : l'auteur y rappelle un fait tout récent dont il a eu connaissance par une nouvelle publiée dans le *Journal des Débats*. Il s'agit de l'affaire politique provoquée par des télégrammes envoyés par les étudiants croates à l'occasion de la mort du grand homme d'État français, Léon Gambetta. Le journal français, auquel il avait emprunté cette citation, mentionnait à son tour le journal croate *Pozor* (aujourd'hui *Obzor*) et c'est à la base de ces indications que nous avons été amené à rechercher les données de cette affaire dans la presse croate de l'époque.

Dans son numéro du 5 janvier, *Pozor* publie les textes français des

<sup>1</sup> Paris, Plon 1883.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 6, chapitre « Agram et la Croatie ».

télégrammes envoyés par les étudiants croates des universités de Zagreb et de Vienne à l'occasion de l'enterrement de Gambetta. Voici des dépêches :

« Monsieur Grévy, Président de République Française, Paris. La jeunesse croate vous prie instamment de bien vouloir agréer ses plus vifs regrets de la mort prématurée du grand apôtre de la liberté. La jeunesse croate observe avec toute son attention la grande Nation française, combattante le grand combat de la liberté. La jeunesse croate regarde avec admiration la plus généreuse nation, dont l'esprit a rompu les fers de l'esclavage. La lumière de la vérité, de la liberté resplendit avant tout de la France, et cette lumière inspire aussi nous Croates, empoisonnés par l'esprit allemand. Nous prenons part à votre affliction de la perte du grand Gambetta, ce défenseur de la confédération des nations romanes et slaves contre l'obscurité [*sic*] allemande. Jeunesse de l'université croate de Zagreb. »

« Rédaction de la *République Française*, Paris. Sur le tombeau du premier patriote français, au créateur et au sauveur de la république en vrai soldat de la démocratie, nous autres fils de la martyre nation croate en souvenant ce qu'il fait contre ennemi commun en revengeant l'honneur de la grande Nation, versons larmes de douleurs, et envoyons notre dernier *Vale*. — Les étudiants Croates de l'Université de Vienne ».

Au lendemain de la signature de l'alliance austro-allemande ce geste des étudiants croates ne pouvait rester sans suite, et, en effet, le 13 janvier le *Pozor* signale que les autorités universitaires avaient exclu les étudiants en droit Erasmo Barčić (le futur homme politique bien connu) et Hozjak, et privé sept autres étudiants de leurs bourses d'études. Tous les étudiants au nombre de 200 se solidarisèrent avec les auteurs de ces télégrammes, et, finalement, ces punitions furent levées.

Dans la presse ce fut cependant une grande affaire. Répondant aux attaques des journaux officiels de Vienne et de Budapest, *Pozor* souligne, le 12 janvier, que le parti jeune-tchèque a envoyé également ses condoléances à l'occasion de l'enterrement de Gambetta et que, par ailleurs, les Hongrois non plus n'ont pas l'habitude de cacher leurs sentiments anti-allemands. Le 15 janvier le *Pozor* fut confisqué à cause de l'éditorial intitulé « Persécutions de la jeunesse universitaire », dans lequel il est dit que les interdictions restent inopérantes en face des sympathies ou antipathies envers d'autres nations, puisqu'il reste indéniable que tout plutôt que la liberté peut nous arriver d'Allemagne, et que le style allemand n'a pas la clarté et l'aménité du français. L'éditorial concluait par les paroles



de Sieyès : « Vous voulez être libres, et vous ne savez pas être justes. » Le 16 janvier l'éditorial du *Pozor* ne parle plus de l'affaire, mais s'élève à des considérations plus générales sur la situation en France après la mort de Gambetta, qu'il considère comme irremplaçable : « La France ne doit plus obéir qu'à un seul but, à la consolidation du régime républicain, car une telle France est aussi une nécessité européenne, élément indispensable de l'équilibre et sauvegarde contre la violence et l'injustice ; et il termine : Nous avons confiance dans le bon génie de la France ».

M.

#### Une discussion sur la langue française à la diète croate de 1861. —

La victoire remportée par les Français sur les Autrichiens à Solferino eut des répercussions profondes et bienfaisantes sur la situation politique des peuples composant l'empire habsbourgeois. Le retour à la vie constitutionnelle, que François-Joseph se vit obligé d'accorder, profita aussi aux Croates dont la Diète, siégeant en 1861, marque une des périodes législatives les plus fécondes et les plus riches en initiatives.

Dans l'œuvre consciencieuse et fort documentée que le journaliste historien Martin Polić a consacrée à cette période de l'histoire croate (1860-1880, *Parlamentarna povjest hrvatske, Slavonije i Dalmacije*, napisao Martin Polić, Zagreb 1899, t. 1<sup>er</sup>, pp. 83-86) nous trouvons le précis d'une discussion portant sur les langues vivantes dont l'enseignement devait être obligatoire dans les écoles secondaires de Croatie. Plusieurs députés s'élèverent à ce propos contre le rôle prépondérant de l'allemand, et leurs discours reflétaient, en dehors d'une réaction politique, compréhensible au lendemain de l'époque d'absolutisme germanique de Bach, beaucoup d'admiration pour la langue et la civilisation française.

C'est ainsi qu'Edouard Vrbanić, le fondateur du journal *Pozor* (*Obzor*) prononça une diatribe vigoureuse contre l'allemand, déclarant qu'il en avait interdit l'enseignement à ses cinq enfants, et il adressait à ses collègues la question suivante : « Je vous demande, Messieurs, ce qu'il serait advenu de l'Italie si ses fils avaient montré autant de zèle pour apprendre l'allemand ? La haine seule de la langue allemande sauva l'Italie de la domination allemande. »

Plus encore que Vrbanić un autre orateur, Eugène Kvaternik révolutionnaire et futur martyr, grand admirateur du second Empire Français, donna libre cours à ses sentiments anti-allemands et pro-français. De retour de Paris où il avait passé plusieurs années en émigration, Kvaternik, ce nationaliste croate radical, formula la proposition concrète de remplacer l'enseignement de l'allemand

par celui du français. C'est alors qu'un jeune député serbe, Mihajlo Polit-Desančić, vint à son secours et, arguant de la supériorité de l'esprit français plus proche de celui des Slaves du sud que l'esprit allemand, appuya la proposition de Kvaternik.

Dans le même sens Avelin Čepulić, collaborateur du *Pozor* et polyglotte, tout en ne s'accordant pas avec les arguments, puisés dans un sentiment de haine, qu'avait exposés son ami Vrbančić, avança d'autres raisons pour l'introduction de l'enseignement de la langue française, plus fortes à son avis. « Nous autres Croates, dit-il, sommes obligés de nous occuper beaucoup de politique, et pour cette raison nous devons apprendre le français, car le français est langue diplomatique. »

Cependant, bien que les adversaires de l'allemand aient rallié jusqu'aux unionistes (partisans de l'union avec les Hongrois) tels que Ante Stojanović, les considérations d'ordre opportuniste et pratique avancées par les députés Ilijašević, Mrazović, Vončina, Mesić et Veber-Tkalčević eurent le dessus malgré les manifestations germanophobes des galeries occupées par les étudiants. Le seul résultat que Kvaternik et ses amis purent citer à leur actif, c'est que le texte de la loi qui fut adopté ne mentionnait pas l'allemand pas plus d'ailleurs qu'il n'ordonnait son remplacement dans l'enseignement secondaire par une autre langue vivante, à l'exception du lycée de Rijeka (Fiume) où l'italien était admis.

M.

**Les livres de Lhomond en Croatie.** — Des générations de jeunes Français ont appris le latin dans les livres de Lhomond, dont quelques-uns sont encore d'un emploi courant dans les lycées et collèges de France. Mais leur succès, dus à l'excellence de la méthode du bon abbé, a dépassé les frontières de leur pays d'origine. Ils ont eu des éditions allemandes, anglaises, espagnoles, italiennes et russes.

En Croatie, deux de ces petits volumes ont eu une fortune particulière : le *De Viris illustribus urbis Romae* et les *Eléments de la grammaire française* parus en 1780. La première édition croate du *De Viris* a paru en 1878 par les soins de Franjo Marn (1845-1905), professeur au lycée de Zagreb, suivie d'une deuxième en 1889 et d'une troisième en 1899. Ce texte en usage dans les classes croates jusqu'en 1910, remplacé entre 1910 et 1927 par Cornelius Nepos, a repris sa place depuis 1927 avec l'édition préparée par M. Vladimir Perinović. En outre, le *De Viris* a été traduit deux fois en croate par Ferdo Pažur (*O Znamenitijem muževima grada Rima*, Varaždin) d'après l'édition de Marn, et par Davorin Križ (*Slavni ljudi grada*

*Rima*. Tuzla, 1930) d'après l'édition de Perinović. Il n'est pas interdit de croire que des éditions étrangères avaient été en usage dans les classes en Croatie avant 1878.

Mais pour les *Eléments de grammaire*, les preuves de son succès dans les pays sud slaves remontent à l'époque napoléonienne. Valentin Vodnik en publie en effet une traduction dès 1811 (*Pozhetki gramatika to je Pismenosti Francoske Gospoda Lhomonda*) et c'est grâce à elle que les Illyriens ont appris le français. D'autres du reste (comme Zengeval et Lisinski) vers 1830 et plus tard ont utilisé l'édition française du même livre.

Milan STAHLJAK.

**Un journaliste français expulsé de Zagreb en 1867.** — En 1866, Louis ou Ludovic Rigondeaud<sup>1</sup> commença à s'occuper de la situation politique en Croatie. Le but de cette note étant de s'occuper plus précisément de l'« affaire » Rigondeaud, c'est-à-dire des circonstances dans lesquelles ce journaliste français croatophile fut frappé d'un arrêt d'expulsion, manifestement arbitraire, de la part du gouverneur de Croatie-Slavonie le baron Lévine Rauch<sup>2</sup>), fidèle exécuteur des ordres de Budapest, — nous ne nous sommes pas intéressés ici aux commencements ni aux mobiles de l'enquête croate de Rigondeaud. D'autre part, pour des raisons techniques — la guerre — nous n'avons pas pu établir ni étudier ses articles sur la politique croate et hongroise publiés dans le *Journal des Débats* et l'*Indépendance belge*.

Une preuve indirecte d'un premier passage de Rigondeaud à Zagreb en 1866 nous est fournie par la lettre de l'évêque Strossmayer à son ami Rački<sup>3</sup>, en date du 3 novembre, par laquelle il lui annonce que Rigondeaud lui a écrit de Budapest pour réclamer des livres que Rački et le député Šukaj lui avaient promis pour « son œuvre sur les Croates ». L'année suivante, l'évêque de Djakovo informe Rački, le 2 avril, qu'il attend pour le lendemain l'arrivée

<sup>1</sup> Connue plutôt sous le pseudonyme de Peyramont. Le catalogue général de la Bibliothèque nationale de Paris cite les œuvres suivantes de Louis Peyramont : *Statistique universelle* comprenant tous les pays du globe, Paris, 1880, 3 vol. 1880-1881, 2 vol., ainsi que les périodiques l'*Unité Nationale* (1880-1881), *La Révision* (1881-1888), *Le Succès*, journal républicain et indépendant (1885) et *La Revanche* (1886-1887).

<sup>2</sup> Le baron Levin Rauch de Niyek, Croate de tendance unioniste, fut nommé *locum tenens* à la place du ban de Croatie baron Šokčević, le 27 juin 1867.

<sup>3</sup> *Korespondencija Rački-Strossmayer, knjiga I*, uredio F. Šišić, izdala Jug. Akademija, Zagreb, 1928.

de Rigondeaud dans son siège épiscopal, demande à son ami s'il l'a vu à Zagreb et ce qu'il en pense, ajoutant qu'il le considère quant à lui, comme agent de Napoléon, d'Andrassy <sup>1</sup> et surtout aussi de Beust <sup>2</sup>. Quatre jours après Strossmayer signale encore à Rački que Rigondeaud lui a demandé de l'aider dans sa propagande pour la cause croate, ajoutant qu'il ne croit pas que celle-ci l'intéressât plus que l'aide sollicitée et que, de toute façon, l'*Indépendance belge* « nous était hostile jusqu'ici ». Plus tard, se trouvant en mai et au début de juin 1867 à Paris, Strossmayer n'était pas en mesure d'apprécier les services rendus par Rigondeaud à la cause croate, services qui ne seraient point explicables par des secours éventuels, car ceux-là, évidemment, afflueraient beaucoup plus abondants s'il voulait défendre la cause magyare. De Paris, où Strossmayer se plaint de trouver beaucoup de préjugés au sujet des questions politiques qui l'intéressaient, de sorte qu'il plaide pour la création d'un hebdomadaire paraissant à Paris, « afin de dessiller les yeux aux Français », l'évêque croate informe encore Rački que Rigondeaud lui a écrit, mais qu'il ne pouvait l'attendre à Paris, et termine par une phrase pessimiste : « que tout l'ennuie, hors sa foi en Dieu et en sa justice. »

Mais revenons à Rigondeaud, lequel entre temps poursuivait son enquête en Croatie civile et militaire, encourageant les patriotes croates et scandalisant l'opinion magyare. La chronologie des tracasseries de la part des autorités et des manifestations d'enthousiasme sympathique dont il fut l'objet de la part des patriotes croates nous est offerte par les journaux croates de l'époque, notamment l'oppositionnel *Pozor* (l'actuel *Obzor*) et l'officieux *Agrarmer Zeitung* que nous avons dépouillés à cette fin.

Le 6 juillet, *Pozor* signale le bruit selon lequel M. Rigondeaud serait prévenu d'avoir à quitter Zagreb en 24 heures. « Nous ignorons s'il s'agit de le chasser seulement du royaume triunitaire [Croatie-Slavonie et Dalmatie, celle-ci unie à la Croatie seulement en théorie] ou bien de toute l'Autriche. Lorsque nous en saurons plus nous parlerons plus amplement. Tout ce que nous savons pour le moment, c'est qu'il n'est pas à Zagreb. » Le lendemain, *Pozor* revient à la charge contre les persécuteurs de Rigondeaud : « ... Les hommes d'État magyar n'ont pas pu tolérer l'initiative intelligente et digne de ce journaliste français. Ce qu'ils ont entrepris afin d'entraver

<sup>1</sup> Jules comte Andrassy, président du conseil hongrois à partir du 17 février 1867.

<sup>2</sup> Frédéric-Ferdinand comte de Beust, ministre des affaires étrangères d'Autriche à partir d'octobre 1866, un des principaux artisans de l'accord austro-hongrois de février 1867.

la réception et la publication par les journaux français (des articles de Rigondeaud) nous ne le discuterons pas à cette place, mais nous ignorons si c'est vraiment à l'honneur de la presse française. » Le journal croate proteste cependant que l'on puisse interdire à Rigondeaud de séjourner à Zagreb : « Nous ne sachons pas que les principes de l'accord austro-hongrois exigent que la Croatie soit encerclée d'un mur pour que l'Europe ne voie pas ce qui s'y passe. » Rigondeaud est d'ailleurs parti de Zagreb avant d'être informé de l'arrêté d'expulsion, « et nous sommes curieux, continue le *Pozor*, de voir si à son retour il trouvera protection auprès de son ambassade, ou si le gouvernement français s'identifie également avec la politique Beust-Andrassy ». Aux dernières nouvelles Rigondeaud serait parti pour les Confins militaires, « afin de connaître cette partie aussi de notre patrie ».

Le 13 juillet, *Pozor* publie le texte de l'arrêté par lequel le *locum tenens* Rauch enjoint au préfet de police de la ville de procéder à l'expulsion de Rigondeaud. Voici les termes de cet arrêté : « Le nommé Rigondeaud, sujet français, lequel pendant la session de la Diète ainsi qu'après sa dissolution séjournait à Zagreb, vient, d'après mes informations, d'y rentrer avant-hier dans l'intention d'y rester de nouveau quelque temps. Étant donné les renseignements que j'ai reçus au sujet de la conduite de Rigondeaud j'ai trouvé bon d'ordonner son expulsion immédiate de Zagreb. » Le préfet de police fut donc chargé d'en informer aussitôt « ledit Rigondeaud » en l'invitant à quitter Zagreb dans les 24 heures. Contre cet arrêté, daté du 5 juillet, Rigondeaud porta cependant recours, ainsi que *Pozor* l'écrit le 15, en déclarant être venu en Croatie pour connaître les conditions et les coutumes de la « noble nation croate », qu'il respecte les lois et les autorités du pays, qu'il n'y appartient à aucun parti politique, qu'il n'est à la charge de personne et que, ayant ses papiers en règle, il demande qu'on le laisse poursuivre ses études. La municipalité de Zagreb, en tant qu'autorité administrative de première instance, ne voit d'ailleurs aucun inconvénient à son séjour. « En ma qualité de membre irréprochable de la nation française, sur le sol de laquelle tout Croate peut librement vivre tant qu'il reste dans les limites prescrites par les lois, je proteste contre cet acte de M. Rauch et je fais appel auprès de la Chancellerie aulique » (à Vienne). Mais dès le 13, Rigondeaud fut informé du résultat négatif de son recours, et la police reçut l'ordre de procéder à son expulsion en y employant, si nécessaire, la force.

Et c'est ainsi que dans l'après-midi du samedi, le 13, escorté par le préfet de police et un agent, Rigondeaud dut prendre le train. Devant l'hôtel à l'*Empereur d'Autriche* où il était descendu une foule

de patriotes croates l'acclame, et l'accompagne ensuite à la gare, ce qui inspira au *Pozor* les considérations suivantes : « Le public de Zagreb vient de montrer combien il est reconnaissant à tout étranger qui sait être juste envers le peuple croate. » M. Rigondeaud a d'ailleurs invoqué la protection de l'ambassadeur Gramont à Vienne, étant donné que la France accorde son hospitalité à tant de sujets austro-hongrois à Paris. Quant à la presse magyare elle attaque Rigondeaud parce que celui-ci avait écrit la vérité dans les journaux français. Revenant à l'expulsion même *Pozor* déclare être obligé de se taire (à cause des persécutions de plus en plus fortes auxquelles il était exposé et qui devaient aboutir, le 19 août, à l'interdiction de ce journal) tout en constatant que l'arrêté d'expulsion n'est pas motivé et que Rigondeaud n'est ni condamné ni déshonoré. « Nous regretterons que doivent être interrompues ses études, si heureusement entreprises, au sujet des conditions de notre patrie. Nous le regretterons non seulement dans l'intérêt de notre patrie, si peu représentée dans la presse française, mais aussi dans l'intérêt de la politique française, laquelle jusqu'ici se basait sur des fictions échafaudées par l'influence magyare. » Quant à Rigondeaud, il avait acquis non seulement le respect, mais encore la reconnaissance du peuple croate.

Rigondeaud, expulsé de Zagreb, cherche d'abord asile à Rijeka (Fiume), ville qui n'appartenait pas encore à la Hongrie mais dont le commissaire Csahe n'était pas moins magyarophile que Rauch. Malgré l'intervention courageuse et énergique du consul de France, le baron Du Règne, Rigondeaud dut quitter Fiume dès le 15, ainsi que *Pozor* nous en informe le 18, se dirigeant vers Vienne afin de protester auprès de l'ambassadeur duc de Gramont (v. *Pozor* du 19). De Zidanimost il adressa à la rédaction de *Pozor* — où se trouvait, on le devine bien, le quartier général de sa propagande oppositionnelle — la dépêche suivante que *Pozor* publie en traduction et l'officieux *Agramer Zeitung* (du 15) en français : « Mille remerciements chaleureux à la population d'Agram pour les généreuses marques de sympathie qu'elle m'a donné [sic]. Ludovic Rigondeaud. » Sur le bref séjour de Rigondeaud à Rijeka nous lisons, le 23, dans le *Pozor* une lettre que le journaliste français envoya le 17, de Ljubljana (il ne s'était donc pas rendu à Vienne) à un ami à Rijeka, et dans laquelle il dit être arrivé à Rijeka accompagné de Vončina, membre du parti national, qui appartenait, aussi bien que Derenčin qu'il avait visité à Rijeka, au groupe du *Pozor*. Dans la même ville il a pu voir encore le consul bavarois Conradi avant d'être obligé à partir pour Ljubljana, d'où il avait écrit à l'ambassadeur Gramont, promettant aussi de donner à ce scandale dans la presse française la publicité

qu'il mérite. Naturellement la presse austro-hongroise écrivait, elle aussi, sur cette affaire, et *Pozor* s'occupe à réfuter, le 19, les arguments de l'officieux *Pester Lloyd*.

Parmi les historiens croates, Polić, l'auteur de l'histoire parlementaire croate (t. II, p. 7), s'est occupé de l'affaire Rigondeaud, disant que celui-ci a séjourné assez longtemps tant à Zagreb que dans le Littoral, reçu partout cordialement des oppositionnels. Mais Polić ignorait les circonstances précises de son expulsion de Zagreb. En ce qui concerne la personnalité de Rigondeaud, Polić ne semble pas être très au courant de son activité en France, car il ne cite qu'une interview de Rigondeaud, qui avait à cette époque déjà adopté le nom de guerre de Peyramont, avec le prince Gortchachoff, lequel, après s'être brouillé avec Bismarck, déclarait aux Français, par l'intermédiaire de Rigondeaud-Peyramont : « Soyez prêts ! » — ce qui fut interprété, au lendemain du Congrès de Berlin, comme un appel à l'alliance russo-française. La note consacrée par Šišić (Correspondance Rački-Strossmayer, t. I, p. 43) à Rigondeaud semble inspirée par le récit de Polić. La date du 22 août 1867 qu'il donne pour l'arrestation de Rigondeaud — « dans les environs de Zagreb » — n'est pas exacte, celle-ci ayant eu lieu à Zagreb même, le 13 juillet 1867.

R. M.

**Strossmayer vu par Emile de Laveleye.** — L'économiste belge Emile de Laveleye, après avoir visité une première fois la Croatie en 1867, et après avoir effleuré sa situation politique dans son livre *La Prusse et l'Autriche depuis Sadowa* (1870, 2 vol. in-16) vint une seconde fois en Croatie-Slavonie en 1883, avec le but spécial de faire une enquête sur les communautés de famille, conservées jusqu'à nos jours chez les Slaves du Sud sous le nom de *zadruga*. Le récit de son voyage fut d'abord publié dans la *Revue des deux mondes*, dont Laveleye était le collaborateur, et ensuite réuni en volume sous le titre *La péninsule des Balkans, Vienne, Croatie, Bosnie, Serbie, Bulgarie, Roumélie, Turquie, Roumanie* (2 vol. Paris, Félix Alcan, 1886). L'homme qui s'intéresse le plus à ce voyage et qui avait même invité Laveleye à venir le voir, connaissant ses articles antérieurs de la *Revue des deux mondes*, était l'illustre évêque de Djakovo J. J. Strossmayer. Dans le chapitre III, intitulé *L'évêque Strossmayer*, de son livre *La péninsule des Balkans*, le savant belge donne le portrait suivant du prélat croate : « La première fois que je suis venu en Croatie, son nom m'était inconnu. Je trouvais son portrait partout, aux vitrines des librairies d'Agram et de Carlstadt, dans toutes les auberges, dans la demeure des paysans,

et jusque dans les petits villages des confins militaires. Quand on me raconta tout ce qu'il faisait pour favoriser le développement de l'instruction, de la littérature et des arts, parmi les Jougo-Slaves, j'en fus émerveillé. Inconnu, sans lettre d'introduction, je n'osai aller le voir ; mais, depuis lors, l'un de mes vœux les plus ardents était de le rencontrer. J'eus cette bonne fortune, non en Croatie, mais à Rome. En décembre 1878, il était venu entretenir le pape du règlement des affaires ecclésiastiques de la Bosnie. M. Minghetti<sup>1</sup> m'invita à déjeuner avec lui. Quand je lui fus présenté, Strossmayer me dit : « J'ai lu ce que vous avez écrit sur mon pays, dans la *Revue des deux mondes*. Vous êtes un ami des Slaves ; vous êtes donc le mien. Venez me voir à Djakovo ; nous causerons. » L'impression que me fit cet homme extraordinaire fut profonde. Je reproduis quelques détails de cette entrevue, parce que le programme de Strossmayer est celui des patriotes éclairés de son pays. Il m'apparut comme un saint du moyen âge, peint par fra Angelico, dans les cellules de Saint-Marc à Florence. Sa figure est fine, maigre, ascétique : des cheveux cendrés et relevés entourent sa tête d'une auréole. Ses yeux gris sont clairs, lumineux, inspirés. Une flamme en jaillit, vive et douce, reflet d'une grande intelligence et d'un grand cœur. Sa parole est abondante, colorée, pleine d'images ; mais, quoiqu'il parle également bien, outre les langues slaves, le français, l'allemand, l'italien et le latin, aucun de ces idiomes ne lui fournit de termes assez expressifs pour rendre complètement sa pensée, et ainsi il les emploie tour à tour. Il emprunte à chacun d'eux le mot, l'épithète dont il a besoin, ou bien il accumule les synonymes que tous lui fournissent. C'est quand il arrive enfin au latin, que la phrase se déroule avec une ampleur et une puissance sans pareille. Il dit nettement ce qu'il pense, sans réticences, sans réserves diplomatiques, avec l'abandon d'un enfant et la profondeur de vues du génie. Absolument dévoué à sa patrie, ne désirant rien pour lui-même, il ne craint personne ici-bas. Comme il ne poursuit que ce qu'il croit bien, juste et vrai, il n'a rien à cacher.

« Pendant ce séjour à Rome, il était tout occupé de l'avenir de la Bosnie. — « Vous avez eu raison, me dit-il, de soutenir, contrairement à l'avis de vos amis les libéraux anglais, que l'annexion des provinces bosniaques est une nécessité ; mais le point de savoir si c'est un avantage pour l'Autriche dépendra de la politique qu'on y suivra. Si Vienne ou plutôt Pest entend gouverner les nouvelles provinces par des Hongrois ou des Allemands et à leur profit, les Autrichiens finiront par être plus détestés que les Turcs. Ce sont des

<sup>1</sup> Minghetti, célèbre homme d'État italien (1818-1886).



populations exclusivement slaves ; il faut entretenir et élever leur esprit national. Les journaux magyars et allemands disent que je suis l'ami de la Russie, l'ennemi de l'Autriche, c'est une calomnie. Pour notre chère vieille Autriche, je donnerais ma vie à l'instant. C'est dans son sein que nous devons, nous Slaves occidentaux, vivre, grandir, arriver à l'accomplissement de nos destinées. On a voulu autrefois nous germaniser. Aujourd'hui on rêve de nous magyariser ; cela n'est pas moins impossible ! A une race nombreuse, assise sur un grand territoire contigu, où il y a place pour trente, pour quarante millions d'hommes, à un peuple qui a une histoire, des souvenirs dont il est fier, on ne peut enlever sa langue, sa nationalité. Ceux qui le tenteraient ou qui voudraient entraver notre légitime développement, ceux-là seuls travailleraient au profit de la Russie. Les Hongrois sont une race héroïque. Ils ont l'esprit politique. Pour reconquérir leur autonomie, ils ont déployé une constance admirable ; maintenant ils gouvernent en réalité l'empire ; mais leur hostilité contre les Slaves et leur chauvinisme magyar les aveuglent parfois complètement. Ils doivent s'appuyer franchement sur nous, sinon ils seront noyés dans l'océan panslave. »

« Je lui rappelai que, lors de mon premier séjour à Agram, j'avais trouvé les patriotes croates, revenant de la fameuse exposition ethnographique de Moscou, tout enflammés, et ne cachant nullement leurs sympathies pour la Russie. — « C'est vrai, reprit l'évêque, à cette époque le compromis Deak, qui nous abandonnait complètement à la merci des Hongrois, avait surexcité au plus haut degré les appréhensions des Croates. Mais depuis lors, cet engouement en faveur de la Russie a disparu. Seulement il se reproduira, chaque fois que l'Autriche-Hongrie, soit aux bords de la Save et de la Bosna, soit au delà du Danube, voudra s'opposer au légitime développement des races slaves. Si on pousse celles-ci à bout, il est inévitable qu'elles diront unanimement : « Plutôt Russes que Magyars ! » Écoutez, mon ami, il y a en Europe deux grandes questions : la question des nationalités et la question sociale. Il faut relever les populations arriérées et les classes déshéritées. Le christianisme apporte la solution, car il nous ordonne de venir en aide aux humbles et aux pauvres. Nous sommes tous frères. Mais il faut que la fraternité cesse d'être un mot et devienne un fait. »

« Après que Strossmayer nous eut quittés, Minghetti me dit : « J'ai eu l'occasion de voir de près tous les hommes éminents de notre temps. Il y en a deux qui m'ont donné l'impression qu'ils étaient d'une autre espèce que nous, ce sont Bismarck et Strossmayer. » (*op. cit.*, I, pp. 86-90).

Le reste de l'article est consacré à la biographie de Strossmayer,

à son œuvre politique et aux encouragements qu'il prodiguait aux lettres et aux arts de sa patrie. Plus intéressants encore sont les propos de l'évêque que Laveleye avait recueillis lors de son séjour à Djakovo. Strossmayer fit entre autres l'éloge de l'homme d'État anglais Gladstone, et Laveleye s'empressa d'autant plus à le noter que lui-même crut devoir dédier son livre « à l'illustre défenseur des nationalités opprimées W. E. Gladstone ». Voici donc les paroles de Strossmayer : « L'homme que je désire le plus rencontrer, c'est Gladstone. Nous avons à plusieurs reprises échangé des lettres. Il souhaite le succès de l'œuvre que je poursuis ici, mais je n'ai jamais eu le temps d'aller jusqu'en Angleterre. Ce que j'admire et vénère en Gladstone, c'est que, dans toute sa politique, il est guidé par l'amour de l'humanité et de la justice, par le respect du droit, même chez les faibles. Quand il a bravé l'opinion de l'Angleterre, toujours favorable aux Turcs, pour défendre, avec la plus entraînante éloquence, la cause de nos pauvres frères de Bulgarie, nous l'avons béni du fond du cœur. Cette politique est celle que dicte le christianisme. Gladstone est un vrai chrétien. Oh ! si tous les ministres l'étaient, quel radieux avenir de paix et d'harmonie s'ouvrirait pour notre malheureuse espèce ! » (*op. cit.*, I, p. 112).

En outre il nous semble intéressant de publier l'opinion de Strossmayer sur la guerre allemande-française de 1870, d'autant plus que le grand patriote croate, dont toutes les sympathies furent du côté de la France, jugea à propos de faire une démarche en sa faveur auprès de l'ambassadeur de Russie à Vienne. Après que Laveleye lui eût rapporté les sentiments éprouvés par Gladstone à la nouvelle que la guerre entre la France et l'Allemagne venait d'être déclarée Strossmayer reprit : « Pour moi aussi, la guerre de 1870 a été un objet de cruelles angoisses. Quand j'ai vu qu'elle continuait après Sedan, quand j'ai entrevu la source de conflits que les conditions de la paix préparaient à l'Europe, j'ai oublié la réserve que m'imposait ma position ; je ne me suis souvenu que de Jésus, qui nous fait un devoir de tout tenter pour arrêter l'effusion du sang. J'allai trouver l'ambassadeur de Russie, que je connaissais, et je lui dis : « Tout dépend du Tsar. Il lui suffit d'un mot pour mettre fin à la lutte et pour obtenir une paix qui ne soit pas à l'avenir une cause certaine de guerres nouvelles. Je voudrais pouvoir me jeter aux genoux de votre empereur, qui est un homme de bien et un ami de l'humanité. » L'ambassadeur me répondit : « Nous regrettons, comme tout homme sensible, la continuation de cette guerre, mais c'est trop exiger de la Russie que de lui demander de se brouiller avec l'Allemagne pour se priver de l'avantage de trouver, le cas échéant, un allié certain et dévoué dans la France » (*op. cit.*, I, p. 114).

A quoi Laveleye ajoute que cette manière de voir de la Russie n'est pas un secret.

Avant de partir pour la Bosnie le savant belge veut de Strossmayer des « lettres patentes » en latin — *litterae patentes* — par lesquelles l'évêque de Djakovo le recommande à tous les ecclésiastiques catholiques de la péninsule et qui lui furent par la suite d'une grande utilité. Quant à la conclusion par laquelle Laveleye apprécie Strossmayer et son œuvre, la voici : « Je ne crois pas qu'il soit possible ni désirable que sa propagande en faveur de Rome (au sujet du rapprochement des églises orthodoxes et catholiques) réussisse, mais l'œuvre à laquelle il a consacré sa vie, la reconstitution de la nationalité croate, est désormais assez forte pour résister à toutes les attaques et à toutes les épreuves » (*op. cit.*, I, p. 138).

Dans la correspondance échangée entre Strossmayer et son fidèle ami et conseiller le chanoine Rački, président de l'académie des sciences et des arts de Zagreb<sup>1</sup>, il fut plusieurs fois question de Laveleye. Ainsi le 6 mai 1883 l'évêque signale à l'historien Rački l'arrivée prochaine de Laveleye « un des plus profonds écrivains et publicistes français ». Après le départ de Laveleye celui-ci restait en correspondance avec son hôte de Djakovo, puisque Strossmayer écrit, le 6 juillet 1884, à Rački que Gladstone lui avait fait parvenir, par l'intermédiaire de Laveleye, l'invitation de se rendre à Londres, ce que l'évêque déclarait vouloir faire l'année suivante. Le 29 juin 1885 Strossmayer a le plaisir d'annoncer à son ami que Laveleye avait publié dans la *Revue des deux mondes* (du 15 juin) un grand article sur lui, exprime son indignation parce que, à Zagreb, il n'y aurait pas un seul exemplaire de cette revue, et promet à Rački de lui apporter le sien lorsqu'il se rendra aux eaux de Rogatec. Même plus tard, en 1888, Laveleye s'adresse à Strossmayer en l'invitant à envoyer des documents sur son activité dans le domaine de la culture et de la bienfaisance, destinés à être exposés à Paris. L'évêque en informe Rački, le 5 février, lequel répond le 15 que le chanoine Cepelić et lui feront une liste de toutes les donations, fondations, etc. de l'évêque-mécène, et le 26, Strossmayer écrit de nouveau à son ami qu'il avait déjà envoyé sa réponse à Laveleye.

On peut en conclure que les relations de Laveleye et de Strossmayer ont été continues et cordiales, bien au delà de ce qu'aurait pu exiger la simple courtoisie prolongée après une entrevue de quelques jours.

M.

<sup>1</sup> *Korespondencija Strossmayer-Rački*, uredio F. Šišić (éd. de l'Académie yougoslave, t. III).

## CHRONIQUE

---

**Une exposition d'artistes yougoslaves à Paris.** — L'Association des Artistes yougoslaves peintres et sculpteurs à Paris a organisé du 13 au 24 mars une exposition à la Galerie Bernheim jeune. Vingt et un artistes exposaient quatre-vingt quinze œuvres, sculptures ou peintures, dont le niveau moyen était fort élevé et dont la valeur a été reconnue par le public et par la critique.

Le catalogue était précédé d'une présentation de M. Raymond Escholier que nous transcrivons :

« Vous le savez, il est aujourd'hui de mode de faire sa croisière en Adriatique, de jeter l'ancre à Split et à Raguse, de découvrir la Dalmatie, qui est une terre vénérable et magnifique. Les temps s'approchent où, l'excellent Itinéraire de Yougoslavie de t'Sterstevens à la main, nos Parisiens, nos Parisiennes s'en iront prospecter à leur tour Croatie, Bosnie et Serbie.

« La Serbie, les anciens de l'Armée d'Orient n'ont pas besoin de la découvrir. Tous, sans exception, gardent au cœur un grand souvenir de la terre serbe que beaucoup ont arrosée de leur sang, du paysan serbe, du soldat serbe qu'on ne peut approcher sans les admirer.

« Et voilà pourquoi, revoyant la journée du 15 septembre 1918 et les bataillons de la division yougoslave nous dépassant, au Dobropolje, pour achever notre victoire, voilà pourquoi je suis heureux de saluer ici les Artistes Yougoslaves de Paris, ceux qui, après la fraternité des armes, viennent, mêlés à nos peintres, à nos sculpteurs, continuer le bon combat pour la beauté.

« Il y a vingt-deux ans, M. Edouard Herriot, à qui la terre de Serbie devait inspirer des pages émouvantes, inaugurerait à Lyon l'une des premières expositions d'Art serbe. Jovanović et Meštrović étaient présents, Meštrović qui, depuis l'exposition du Jeu de Paume, apparaît comme l'un des plus grands sculpteurs de ce temps.

« Fidèle à ses amitiés, le Président Edouard Herriot patronne encore aujourd'hui la nouvelle exposition des Artistes Yougoslaves résidant sur notre sol.

« Tous ici feront fête à ces jeunes Artistes serbo-croates de l'Ecole de Paris, groupés autour de leurs aînés et de leur Président, Nikola Jeremić, le premier matelot en date de la Marine yougoslave, engagé dès 1915, sur notre Léon Gambetta.

« Ainsi se prolonge pacifiquement cette amitié franco-yougoslave née d'une longue lutte menée d'un même cœur pour la défense de la Liberté. »

A l'occasion de cette manifestation le critique littéraire de l'*Œuvre* (L'imagier) marquait nettement que désormais les artistes yougoslaves sont bien connus en France :

« Les artistes yougoslaves sont nombreux chez nous, et ils y ont une association non moins active que sympathique, l'une des plus intéressantes de cette Ecole de Paris dont le caractère international est un fait unique dans l'histoire

de l'art contemporain. Il y a tout juste vingt ans, en avril 1919, une importante exposition yougoslave était présentée au Petit-Palais. Plus de soixante artistes y figuraient, dont quelques-uns seulement nous étaiens connus, au premier rang desquels se plaçait le grand statuaire Meštrović, qu'en 1933 on revit magnifiquement au Jeu de Paume. Entre temps diverses expositions nous avaient permis de mieux connaître l'art et les artistes serbo-croates, assez fréquemment représentés dans les Salons parisiens.

» Aujourd'hui c'est l'Association des artistes yougoslaves de Paris qui, sous les plus hauts patronages, fait au 83 du Faubourg Saint-Honoré, une exposition librement ouverte au public. Une trentaine d'artistes y sont présents, peintres et sculpteurs. Paysages d'Antić, Šuput, Debenjak, Gagić, Krunić, Krupić, Marković, Milosavijević, Pomorišac, Ivan Rajn, Sokić, Kujačić, Zonić ; portraits de Dalma, Lubarda (portrait de M. Purić ministre de Yougoslavie), Sabioncello ; natures, mortes de Gliha, Uzelac ; figures de Hodžić, Kujačić ; nu de Čelebonović ; composition de Voja Dimitrijević ; paysage et nu de Nicolas Jeremić, qui est le président du groupe. Quelques sculptures enfin : de Bodnarov, Majzner, Nikolić, Raika, Velimirović. »

Cette exposition a été transportée ensuite à La Haye sous les auspices de la Société Hollande-Yougoslavie et est restée ouverte du 17 juin au 7 juillet. La presse hollandaise en a rendu compte avec sympathie.

**Conférences françaises à Zagreb.** — Au cours de la saison 1938-1939 l'Institut Français, comme les années précédentes, a organisé des conférences françaises en collaboration avec la Société des Amis de la France et l'Université populaire. C'est dans l'amphithéâtre de cette dernière que la plupart d'entre elles ont été tenues. Cinq seulement ont pris place, par des nécessités imposées par les dates, dans la salle de travail de l'Institut, toujours insuffisante pour le nombre des auditeurs. Parmi les conférenciers venus de France, citons par ordre de date, M. André Allix, professeur à la faculté des lettres de Lyon qui a étudié en géographe et en alpiniste « Le paysage et la vie dans la montagne » ; M. Pierre Renaud, directeur du port d'Alger a exposé la vie d'un grand port fluvial, Rouen » ; M. André Platier, chargé de cours à la faculté de droit de Paris, a tracé une limpide synthèse des principes directeurs de « la politique commerciale de la France » ; M. H. C. Dubly a commenté avec chaleur de belles projections sur « les charmes et gloires de l'Ile de France » ; M. Darmois, professeur de physique à la Sorbonne résumant « l'histoire de l'Alchimie jusqu'à Lavoisier » a montré quelques lueurs divinatrices des théories modernes dans les spéculations hasardeuses des alchimistes ; M. Gaétan Pirou, professeur à la faculté de droit de Paris, a exposé lumineusement les causes et les caractères de « La crise du capitalisme » Enfin l'illustre psychologue suisse M. Claparède a dégagé les principes de « la psychologie des masses ». Deux conférenciers croates, dont nous résumons ailleurs les exposés, se sont associés aux Français : M. Karminski, de la faculté de médecine de Zagreb a étudié « La loi du 30 juin 1838 sur les aliénés » et M. Stahuljak a rappelé la place importante occupée longtemps par les livres de Lhomond dans l'enseignement du français et surtout du latin en Croatie. Les autres conférences, littéraires (A. Malraux, Martin du Gard, Giono, la littérature occitanienne, etc...) ou géographiques (Les Pyrénées françaises, l'Auvergne, l'empire colonial français, etc...), ont été faites par les professeurs ou directeurs des Instituts français de Yougoslavie, MM. Paul Masset, Paul Clavé, Robert Disse, etc...

Il faudrait compléter cette note en y ajoutant les conférences tenues en croate par des savants ou des artistes de Zagreb, comme M. Ljubo Babić, com-

mentateur averti et pénétrant des peintres français qui en deux conférences, qu'il a dû répéter, a étudié parallèlement Cézanne et le Tintoret ; M. Širola a commémoré Georges Bizet à l'occasion du centième centenaire de sa naissance ; M. Njegovan a montré la place de l'œuvre chimique de M<sup>me</sup> Curie ; enfin M. Manzoni a évoqué le retour des cendres de Napoléon.

**Thèses de doctorat.** — M. Josip Tomić a soutenu avec succès devant la faculté de philosophie de Zagreb le 4 juin 1938, sa thèse de doctorat intitulée *Matoševno poznavanje francuske književnosti*. Il en résume les conclusions dans le présent numéro. Le jury était composé de MM. P. Skok, A. Barac et M. Deanović.

M<sup>lle</sup> Gerta Jenko prépare pour la faculté de philosophie à Zagreb une thèse de doctorat sur *Baudelaire en Croatie*. M. Nikola Pribić étudie, en vue de sa thèse à la même faculté, *La connaissance de la littérature yougoslave en France au XIX<sup>e</sup> siècle*.

**Un cercle français à Ljubljana sous le régime autrichien.** — Dès 1907 les Slovénes avaient fondé à Ljubljana, l'ancienne capitale de l'Illyrie napoléonienne, un Cercle Franco-Illyrien qui comptait une cinquantaine de membres. Quatre cours de français hebdomadaires étaient dirigés par le professeur Juvancić, l'auteur de la première grammaire française à l'usage des Slovénes (3 volumes, 1910, 1911, 1925).

Le cercle possédait une bibliothèque et une salle de lecture au Casino national (*Narodni dom*) où des soirées de récitations de musique et de danse avaient lieu les samedi soir.

Parmi les fondateurs du cercle Franco-Illyrien, il faut nommer M. Korun, directeur du lycée, président ; M. Postotnik, professeur au lycée ; M. Wirdischer, secrétaire général de la chambre de commerce ; M<sup>me</sup> Tavčar ; M<sup>me</sup> Majaron, etc...

On trouvera des détails plus précis au sujet du fonctionnement du Cercle franco-illyrien dans les *Bulletins de l'Alliance Française* (à laquelle le cercle était affilié) entre 1907 et 1914, année où le cercle fut supprimé par le gouvernement autrichien.

**A propos du mot « raguser ».** — C'est dans l'*Ordre* du 16 octobre 1938, sous la plume de son directeur politique, M. Émile Buré, que nous trouvons ce verbe dont Raguse forme évidemment la racine. Voici d'ailleurs les deux phrases dans lesquelles l'éditorialiste de l'*Ordre* s'en sert, en prenant vivement à parti ce qu'il appelle « la paix Flandin » : « M. P. E. Flandin fait tomber en désuétude le verbe *raguser* (en sous-titre) et encore : « D'un politicien qui trahit, en pleine bataille, le gouvernement de son pays, on ne dit plus qu'il *raguse*, on dit qu'il *flandinise* ».

Rassurons tout d'abord nos lecteurs de Yougoslavie en précisant que cette expression n'a rien de désobligeant pour Doubrovnik-Raguse. Ce n'est pas la ville ou la république de Raguse qui a inspiré ce néologisme de l'époque napoléonienne, mais la conduite du maréchal Marmont, duc de Raguse.

On sait que l'ancien gouverneur général d'Illyrie signa le 31 mars 1814 la capitulation de Paris, ce qui cependant ne lui aliéna pas encore la confiance de Napoléon, lequel le reçut dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 1814 à Fontainebleau et laissa au corps d'armée commandé par Marmont la position d'Essonne. Ce n'est que dans la nuit du 3 ou 4 avril que le duc de Raguse se décida à écrire la fameuse lettre au prince de Schwarzenberg, par laquelle il lui fit part de son désir d'abandonner l'armée impériale. Il y posa cependant deux conditions : 1<sup>o</sup> la liberté de retraite pour les troupes qui voudraient quitter le drapeau de Napoléon, et, 2<sup>o</sup>

des garanties pour la vie et la liberté de l'Empereur s'il tombait entre les mains des armées alliées. Schwarzenberg s'empessa d'ailleurs d'accepter, et c'est ainsi que Marmont consumma sa « trahison ». Il eut beau se défendre d'une telle appréciation dans ses Mémoires, sa conduite en 1814 détermina la création du verbe *raguser*, dont la signification est expliquée comme il suit par le Larousse du *xx<sup>e</sup>* siècle : « *V. intr.*, de Raguse, par allusion à la trahison qu'on a reprochée au maréchal duc de Raguse ». Napoléon lui-même jugea de cette façon la conduite de Marmont, d'après le témoignage de son valet de chambre Constant qui l'entendit dire : « Marmont m'a porté le dernier coup ! Le malheureux, je l'aimais ! »

Il ne nous appartient pas de juger si cette réputation fâcheuse du duc de Raguse correspond dans son essence politique à ce que fut l'attitude de M. Flandin pendant la crise de septembre dernier. Bornons-nous toutefois à observer que le maréchal duc de Raguse, si tant est qu'il ait trahi comme l'écrit M. Buré « en pleine bataille le gouvernement de son pays » n'était ni couvert par l'immunité parlementaire ni membre d'un groupe de députés de l'opposition.

M.

**Le centenaire de la loi française de 1838 sur les aliénés.** — Dans une conférence tenue à l'Institut français de Zagreb le 9 décembre 1938, le docteur Georges Karminski, de la Faculté de médecine de Zagreb, a dit les mérites de la loi française du 30 juin 1838 sur les aliénés.

Après avoir donné un bref raccourci de l'évolution des règles de conduite adoptées par la société à l'égard des individus atteints de troubles de l'esprit, le conférencier montra comment le mouvement philosophique et philanthropique des idées au *xviii<sup>e</sup>* siècle offre les premières tentatives d'une humanisation de cette conduite. Quelques établissements comme la Charité de Senlis ou la maison de Charenton pratiquent des méthodes de douceur et de bienveillance. Mais du point de vue légal, il y avait des coutumes, des traditions, des habitudes plutôt qu'une véritable législation. Il faudra arriver en 1790 pour qu'une loi rende obligatoire « la constatation médicale de l'état des personnes détenues pour cause de démence » et leur accorde des soins en tant que malades dans les hôpitaux.

La médecine mentale au début du *XIX<sup>e</sup>* siècle, dans un essor marquant et qu'illustrent des noms comme ceux de Pinel et d'Esquirol, devançait les lents progrès ultérieurs de cette législation, que préparaient des enquêtes, des commissions d'études, des mesures administratives. Enfin le 6 janvier 1837, Gasparin, ministre de l'intérieur, déposait sur le bureau de la chambre un projet de loi dont les dispositions essentielles prévoyaient le placement et l'entretien des aliénés, des garanties pour la liberté individuelle et les méthodes de traitement, au premier rang desquelles l'isolement. C'est cette loi qui, longuement réfléchie, patiemment discutée devant les deux chambres, modifiée pour tenir compte des observations des médecins, était promulguée le 30 juin 1838.

Malgré les critiques dont elle a été l'objet à de certains moments, cette loi a pendant cent ans rempli efficacement sa mission de protéger à la fois les malades et la société.

M. Karminski a conclu sa conférence par ces mots : « La loi du 30 juin 1838 reste ce qu'elle était à son début : un instrument remarquablement clair, humain, généreux et très utile, pourvu qu'on sache s'en servir ; un acte de foi en la probité de la profession médicale, un défenseur fidèle des intérêts de l'individu, frappé de maladie mentale, un protecteur juste de la société, craignant l'influence nocive d'un de ses membres devenu irresponsable de ses actes, un garant de la liberté individuelle, enfin un monument impérissable de la législation hospitalière et un chef-d'œuvre de la jurisprudence française. »

**LES LIVRES** : PETAR GUBERINA : *Valeur logique et valeur stylistique des propositions complexes en français et en croate*, Zagreb, 1939, in-8, 350 pages. — L'auteur s'est proposé d'étudier l'expression linguistique des idées non du point de vue formel, mais du point de vue de la pensée et de l'expressivité. Bien que M. F. Brunot ait consacré une place importante à l'analyse de la pensée, l'auteur de ce livre a procédé d'une manière nouvelle en prenant la pensée comme point de départ de l'analyse pour aboutir à l'étude de la valeur de l'expression. La pensée sert donc à identifier l'expression pour comprendre ce qui a amené le sujet parlant ou l'écrivain à employer une construction donnée au lieu d'une foule d'autres qui semblaient pouvoir exprimer la même idée. Le point de vue et le principe de l'explication des idées complexes sont nouveaux.

Le travail est divisé en trois parties. La première partie contient la théorie des propositions complexes. Cette théorie écarte tout ce qui rappelle l'enseignement ordinaire, et l'explication se base uniquement sur l'observation des faits de la langue. Ainsi l'une des premières acquisitions est l'assimilation presque complète entre le nom verbal et le verbe. Les mots « fait », « faire », « je fais », « j'ai fait », « je ferai », « faisant », « fait » ne représentent que diverses fonctions d'une seule notion, où les formes à mode personnel n'ajoutent rien d'autre qu'une distinction plus nette du sujet et du point du procès. En partant de ce point de vue, et comme les compléments peuvent être exprimés par le nom et par le verbe, il regarde dans les propositions complexes tantôt un complément de cause et un complément occasionnel, tantôt deux parties autonomes. Il divise toutes les propositions complexes en quatre groupes : subordonnées, subordonnées brisées, complétives et coordonnées.

Le point de départ de cette distinction n'est plus une conjonction, car une même conjonction peut introduire tous les types de propositions. Par exemple la conjonction « et » dans la phrase « nous fumons et parlons » lie deux coordonnées ; dans « il a travaillé, et il a réussi » elle lie deux subordonnées, et dans « il a travaillé, et il n'a pas réussi » la même conjonction « et » lie une subordonnée brisée (une concessive). La proposition subordonnée et la proposition coordonnée prennent une valeur nouvelle. Autour des causes, réelle, possible et irréaliste, se rangent toutes les propositions subordonnées, où le premier groupe (la cause réalisée) comprend les consécutives, les causales et les temporelles subordonnées ; le deuxième (la cause possible) comprend les conditionnelles possibles, et le troisième (la cause irréaliste) les conditionnelles irréelles. Les finales continuent une conséquence qui se réalise grâce au contenu affectif de la cause. Parmi les propositions subordonnées nous ne voyons plus figurer les conditionnelles réelles qui ne sont que l'expression plus affective des conditionnelles dites possibles. Ainsi les propositions « si tu viens demain je te donnerai un livre » et « si tu venais demain je te donnerais un livre » ne présentent aucune différence logique. La réalisation dépend dans les deux cas d'une cause dont la réalisation préalable est nécessaire.

D'autre part une distinction nette existe entre les propositions subordonnées et les propositions concessives qui font contraste avec les subordonnées. « Il n'a pas réussi bien qu'il ait travaillé » ne signifie pas qu'il n'a pas réussi parce qu'il a travaillé, mais on veut dire qu'une conséquence illogique s'est produite. La proposition subordonnée marque toujours qu'une idée est subordonnée à l'autre (il a réussi parce qu'il a travaillé), tandis que les propositions concessives désignent qu'un fait n'est pas du tout subordonné à celui qu'on a annoncé. Voilà pourquoi l'auteur appelle les concessives « subordination brisée ». Après avoir analysé le fond logique des propositions complexes l'auteur traite de la langue parlée, et de la langue écrite. Point de repère de l'analyse stylistique important et tout à fait



nouveau. Dans l'analyse stylistique des mots M. Bally a mentionné plusieurs fois l'importance de la mélodie, mais l'auteur de ce livre fait un système des valeurs de la langue parlée qui est appliqué à toute extériorisation de nos idées. Si dans la première partie de son livre M. Guberina apporte une nouvelle théorie grammaticale, dans la deuxième partie il nous offre un point de vue non moins nouveau dans l'analyse des phrases, et en général dans l'analyse de l'expression linguistique. Loin de regarder dans une construction une principale et une subordonnée, un subjonctif et un indicatif, il prend l'expression des idées complexes en entier, sans la couper à la manière des grammairiens. Il y étudie l'expressivité et cherche à découvrir le degré affectif de l'auteur au moment où il créait son expression. Ainsi le premier type logique « la cause réalisée » est analysé de trente manières différentes où chacune donne une nouvelle valeur affective. Les exemples sont empruntés aux auteurs les plus modernes : Giraudoux, Gide, Krleža, Budak. On s'explique, par cette analyse, pourquoi une expression nous frappe plus qu'une autre, pourquoi la langue judiciaire s'éloigne tellement de la langue des drames et de la langue parlée. Cette analyse fait sentir la force expressive de chaque écrivain.

La troisième partie qui contient les conclusions tirées des deux premières nous montre le mieux quel rôle important jouent la mélodie, les gestes et le *tempo* de la phrase dans l'énonciation de nos idées. Et d'autre part, quelle insuffisance se trouve dans la grammaire ordinaire pour la compréhension et l'analyse des auteurs.

On voit que ce sont les auteurs qui créent les expressions différentes pour extérioriser leurs idées de la manière qui convient au contexte et à la nature de l'ouvrage. C'est par l'usage particulier de la langue que l'auteur devient plus ou moins puissant. L'analyse grammaticale basée sur les lois formelles ne fait qu'affaiblir l'effet et proclamer souvent les meilleurs expressions comme irrégulières ou très exceptionnelles. Alors que les exemples donnés, en général, dans les grammaires sont très peu employés dans la vie commune.

De tout le travail, il résulte que, comprenant l'expression linguistique comme quelque chose de spontané, comme l'expression de la pensée et de l'attitude du sujet parlant envers cette pensée, l'auteur cherche à découvrir ce que trahit l'expression donnée. Sans égard aux mots isolés, il prend la construction en bloc et chaque tournure lui devient compréhensible et naturelle dans un contexte-donné.

Pour la première fois nous voyons analyser la langue des meilleurs auteurs croates. On se contentait jusqu'ici de citer toujours les contes populaires qui ne peuvent pas donner l'image réelle de la langue.

A. M.

\* **En marge d'un livre sur Kurelac.** — M. Mirko Breyer vient de publier, *Tragom života i rada Frane Kurelca* (Zagreb 1939, *Hrv. moderni pisci*, III, 6), une biographie de l'homme de lettres croate Fran Kurelac, (1811-1875), qui retient notre attention à plusieurs points de vue. Tout d'abord le père de Fran, Ivan, était capitaine au 1<sup>er</sup> régiment provisoire croate, encadré dans l'armée napoléonienne. C'est en cette qualité qu'il fit la campagne tragique de Russie. Et M. Breyer de citer à ce propos un témoignage croate sur la retraite de la grande armée, imposée plutôt par la nature que par la valeur des armes russes. Il s'agit d'un petit livre publié à Zagreb, en 1838, en croate et intitulé : « La gloire jusque dans les rangs de l'armée de l'ennemi ou précis des événements du III<sup>e</sup> (ensuite I<sup>er</sup>) régiment croate depuis sa reddition aux Français en 1809 jusqu'à son retour sous le sceptre autrichien en 1814 ; traduit du manuscrit allemand par André Stipić

Illyrien de Croatie, imprimé par Franjo Župan. » La question de savoir quel en est l'auteur n'est pas encore élucidée, le récit, mettant surtout en relief l'attitude personnelle du commandant Čuić on pourrait conclure que ce fut lui ou quelqu'un de son entourage. L'avant-propos (XXIV pp. pour 78 du texte), traitant de la littérature et de l'orthographe croates, est attribué par Kukuljević (*Hrvatska bibliografija*, t. I, n°. 1788) au chanoine Moyzes qui aurait emprunté la signature du traducteur. L'historien Ferdo Šišić, dans son étude publiée à propos du centenaire de l'établissement de l'Illyrie napoléonienne : « Quelques pages de notre histoire récente 1797-1814 ». *Hrv. Kolo*, 1909, pp. 192-278 (en croate) s'est servi de ce récit d'un officier croate de l'armée française sans se préoccuper de son identité. Étant donné qu'il s'agit d'un document historique qui apporte un témoignage très direct sur la campagne de 1812, il faudra que les *Annales de l'Institut Français de Zagreb* s'en occupent un jour d'une manière plus détaillée que nous ne le faisons aujourd'hui.

Fils d'un officier qui avait pris du service dans l'armée française, Fran Kurelac nous intéresse aussi par sa qualité de professeur de français, qu'il devait enseigner à l'évêque Strossmayer (en 1861), bien qu'il n'ait jamais eu l'occasion de visite, la France et qu'il n'eût appris le français qu'au cours de ses études à Vienne, Bratislava et Budapest. Il nous intéresse ensuite comme traducteur du français, bien que toutefois ses traductions n'aient pas été publiées. Une seule nous est d'ailleurs conservée en manuscrit : *Contes tirés de l'écriture sainte de l'ancien et du nouveau testament* (titre croate) dont l'auteur est L. Baude, ancien professeur au collège Stanislas à Paris. Otto Lorenz, dans son Catalogue général de la librairie française (1840-1865) nous apprend l'existence d'un auteur de ce nom. C'est Louis Baude ou Baudet, né à Paris en 1804, mort en 1862, littérateur et traducteurs mais il ne cite pas l'ouvrage portant le titre inscrit en tête de la traduction de Kurelac. Quand aux autres travaux de traduction de Kurelac, un de ses amis (Stjepan Mlinarić) note dans son Journal qu'en 1836 Kurelac « traduisait du La Mennais en notre langue » et Kurelac lui-même, dans une lettre écrite en 1870, mentionne ses traductions de La Rochefoucauld, travaux qui ne nous sont pas autrement connus.

Signalons enfin, que Kurelac était en relations avec Cyprien Robert qu'il connut à Budapest. Le 15 octobre 1848, le slavisant français adressa à Kurelac une lettre en croate, mêlée de quelques mots russes et polonais, dont le texte a été publié par M. Breyer dès 1920 (dans la revue *Savremeni*, pp. 94 et 95). Robert lui parle des difficultés qu'avait rencontrées l'organisation de la Société slave de Paris, dont il était le secrétaire ; il demande « le glorieux journal illyrien » en échange de son « petit journal » à lui (*La Pologne*, organe de la Société slave, paraissant à partir du 1<sup>er</sup> juin 1848), et termine sa lettre par cette phrase pathétique qui porte bien l'empreinte de l'année révolutionnaire : « Croyez bien que mon amour actif accompagne votre cause, et si je ne m'étais pas marié mal à propos [*sic*] trois mois à peine avant la révolution de Paris, je serais depuis longtemps déjà parmi vous sous les potences magyares [*sic*] ». On ne sait si la réponse de Kurelac est inspirée de la même ardeur héroïque ni quels furent dans la suite ses rapports avec Cyprien Robert. M.

\* **Nas Jadran** — Uredili FISKOVIĆ CVITO, MAGJER DRAGO, PARAĆ VJEKOSLAV, URODIĆ ANGEJO. Split, édition de la Jadranska Straža, 1938, in-4°, 68 pp., 214 illustr.

Sous le titre « Notre Adriatique » la section de propagande de la *Jadranska Straža* vient de publier un beau volume où près de deux cent cinquante illustrations offrent au lecteur un tableau attrayant des divers aspects du paysage et des

villes du littoral adriatique. On ne s'est pas contenté de reproduire ce qu'il est habituel de présenter au touriste. L'archéologue et l'historien de l'art y trouveront des documents peu connus et liront avec intérêt les articles de MM. Mihovil Abramić, Ljubo Karaman, Artur Schneider et Kamilo Tončić. La technique des reproductions est presque toujours excellente.

Mais pour que le livre remplit pleinement l'objet que l'on semble s'être proposé — mieux faire connaître l'Adriatique yougoslave — à en juger par le nom de l'organisme qui l'a préparé, il aurait dû être rédigé dans l'une des langues européennes de large diffusion, ou à tout le moins il aurait fallu accompagner les articles d'un résumé et les photographies d'une légende — en français par exemple. — Peut-être la publication d'une édition française ne constituerait-elle pas une charge excessive pour l'éditeur, puisque l'illustration est déjà prête, et le public de curieux et de touristes que l'on pourrait atteindre par là sera assurément fort vaste.

---

*Le Gérant : R. BUSSIÈRE.*

---

Imprimé par R. BUSSIÈRE à Saint-Amand (Cher), France. — 4-1-1940.

*Bibliothèque de l'Institut français de Zagreb.* — 1<sup>re</sup> série, tome I :  
Joseph NEUSTAEDTER, **Le ban Jelačić, et les événements en  
Croatie depuis l'an 1848**, 1 vol. in-8° de 470 pp.

Les Mémoires du général Neustaedter constituent une source de premier ordre pour l'histoire du mouvement de 1848 en Croatie et de ses conséquences.

Né à Bratislava en 1796 d'une famille protestante, entré dans l'armée après des études à l'Académie thérésienne, Neustaedter avait pris part à la campagne de France et fait partie des troupes d'occupation de 1815 à 1818. Arrivé en Croatie en 1830, il avait eu un moment sous ses ordres Jelačić, bientôt son égal. Définitivement fixé en Croatie, il y prenait sa retraite et consacrait ses dernières années à écrire en français ses souvenirs, entièrement rédigés, sinon tout à fait mis au point, à sa mort en 1866.

Lié d'amitié avec Jelačić, auquel il s'était volontairement subordonné dès le début de la lutte contre les Magyars, ayant pris part ou assisté à la plupart des événements qu'il raconte, ayant reçu des confidences de quelques-uns des acteurs de premier plan sur les motifs ou les à-côtés qu'il n'avait pas observés directement, soucieux avec cela d'impartialité, ce général autrichien, devenu Croate d'adoption, est un témoin digne d'audience.

Il place les événements en Croatie dans le cadre de la monarchie austro-hongroise. Cette préoccupation l'amène à raconter la campagne de Radetzky en Italie, à résumer les mouvements révolutionnaires des Hongrois et des Serbes d'Autriche. Là son récit n'a pas la valeur d'un témoignage, sans cependant être jamais dépourvu d'intérêt. Il envisage toujours les faits — jusque dans son exaltation de Jelačić — du point de vue d'un loyal sujet de l'empereur d'Autriche, mais d'un sujet que son dévouement n'aveugle pas et qui sait reconnaître les fautes de la dynastie autrichienne.

Restés manuscrits dans les collections de la Bibliothèque universitaire de Zagreb, les Mémoires de Neustaedter ont été utilisés plus ou moins largement par les historiens croates, moins cependant qu'ils auraient mérité de l'être. C'est pourquoi il a semblé utile de les publier intégralement, d'autant plus que leur lecture n'intéresse pas seulement les professionnels de l'histoire.

Les notices sur l'auteur et l'ouvrage, les notes et commentaires seront donnés après le texte, qui comprendra au moins deux volumes grand in-8.

Le prix de souscription au 1<sup>er</sup> volume est fixé à 200 dinars.

